SPARTACUS
socialisme et liberté

Plan Barre:
Le Capital sans fard

●

Que veut la droite ?

●

Dossier Italie

Eléments de discussion ouvrière
Le singulier rôle du P.C.I.

●

Aux origines
de la Gauche Allemande :
Lettres de Rosa Luxembourg

●

Pannekoek,
Autogestion, parti +
Conseils ouvriers

Claude Berger

Autopsie de la «Nouvelle philosophie»

4 Fr (Belgique 40 FB, Suisse 2 FS 50) - Mensuel n°96 Juillet-août 1978 R 10

Directeur : René LEFEUVRE
C.C.P. Lefeuvre 633-75 - Paris
SPARTACUS
5, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4 Tél : 272-37-50

PLAN BARRE: LE CAPITAL SANS FARD

(Après les élections et face aux contraintes persistantes de la crise, le capital français tenterait ce que la presse bourgeoise qualifie de « redéploiement industriel ». Cet article qui s'inscrit en prolongement de ceux publiés dans les numéros 2 et 4 de SPARTACUS sur l'évolution du capitalisme français et l'inflation, voudrait, derrière les mots, éclairer la nature et l'extension de cette politique).

Depuis la fin de la Guerre et spécialement dans la période gaulliste, le capital français avait engagé un effort continu de « modernisation », c'est-à-dire d'accumulation accélérée. Le but était de rétablir la compétitivité sur le marché mondial grâce à la généralisation des formes modernes d'organisation du travail — qui permettaient une très forte progression de la productivité — et à une intervention de l'État à qui les instruments de régulation keynésiens donnaient, croyait-on, les moyens définitifs d'assurer une expansion sans heurts. Les défectuosités de ce mécanisme économique, dont les principales étaient l'inflation et la dépréciation de la monnaie, paraissaient de peu de poids par rapport à ses avantages : des taux de profit élevés donc une accumulation rapide, une croissance de la production assez forte pour octroyer à la classe ouvrière, de ce fait moins combative, une hausse des salaires nominaux et du niveau de vie, enfin un retour sur les marchés extérieurs.

Des fissures apparurent, dès le dernier tiers des années soixante, dans cette construction : baisse des taux de profit, accélération de l'inflation, désordres monétaires internationaux, chute de la production. L'évidence d'une crise de longue durée, s'imposa, aussi inattendue qu'incompréhensible, aux bourgeoisies occidentales comme orientales.

Le capitalisme français, qui n'était parvenu qu'à se hisser à une position médiane, subissait le choc plus brutalement que ses concurrents immédiats allemands et japonais qui avaient pris sur lui une avance de quatre ou cinq ans. Certes il ne s'effondra pas comme le firent des capitalismes plus faible dans le Tiers monde ou même en Grande-Bretagne et en Italie, mais la convergence des menaces le plongea dans la perlexité quant aux mesures à prendre. Et cela d'autant plus que la situation politique demeurait incertaine et qu'une fraction importante de la majorité gouvernementale tremblait pour son avenir et semblait parfois fonder sa stratégie sur la défaite probable.

Le courant gaulliste — et ce fut la politique de Chirac premier ministre — défendait le choix du soutien économique, avec implicitement cette volonté : plutôt l'inflation que le chômage. Sous le discours « social », **parfois presque populiste, du gaulisme, il y avait la crainte de la résistance ouvrière.** Le courant giscardien par contre estimait cette action à courte vue, et, sous son habillage libéral, voulait mettre en œuvre une politique déflationniste ; il jugeait sa marge de manœuvre par rapport à la classe ouvrière plus large, surtout en cette période électorale où elle se trouvait paralysée par les syndicats et les partis de gauche, et tenait de toute façon cette politique pour la seule qui puisse sauvegarder les intérêts à moyen et long terme du capital français. Barre fut chargé d'appliquer, d'abord avec une certaine prudence avant les élections, puis après la victoire de la majorité, avec plus de rigueur, cette politique.

Les deux indicateurs sur lesquels se fondent et le diagnostic et les remèdes préconisés sont le déficit de la balance commerciale et la faiblesse de l'investissement. D'où un ensemble d'exigences. Pour exporter plus et importer moins il convient que les prix des produits soient compétitifs, donc que l'inflation ne dépasse pas ou peu le niveau des pays concurrents ; que ces produits incorporent aussi peu de technologie ou de matériel étranger que possible, donc que l'appareil productif national soit sectoriellement complet ; que la demande intérieure reste assez déprimée pour ne pas **accroître les importations ni restreindre la capacité exportatrice ; enfin que la monnaie** reste relativement stable. Pour investir il faut que les taux de profit soient rétablis ; que l'épargne ne s'oriente pas vers des emplois spéculatifs ou improductifs ; que le capital ne soit pas « gelé » dans des branches de rentabilité insuffisante qui abaissent le taux de profit moyen et imposent, par l'intermédiaire de l'État, un gaspillage de plus value.

Au-delà des mesures secondaires, telles les incitations fiscales à l'investissement de l'épargne dans l'industrie ou la création d'un « Comité Interministériel pour l'aménagement des structures industrielles », la logique mène à une attaque directe contre la classe ouvrière (et contre les travailleurs du tertiaire qui lui sont liés) puisque l'aggravation du chômage est contenue dans la « réorganisation » de l'industrie et la baisse des salaires dans le relèvement des taux de profit.

POLITIQUE CYNIQUEMENT DÉFLATIONISTE

Le retour au libéralisme est le voile idéologique de ces choix. Il y a là une part de vérité, mais une part seulement. L'État en effet laisse jouer plus brutalement les lois du marché, ce qui en période de crise ne peut signifier que destruction d'une fraction du capital, c'est-à-dire faillites, regroupements, concentration etc., et bien sûr chômage. Mais c'est lui qui décide quand et jusqu'à quel point il limite ou interrompt ses interventions et ses protections ; il conserve tous les instruments, légaux, réglementaires, administratifs qui lui permettront dès qu'il le jugera souhaitable de renverser le sens de son action. Ce n'est donc point recul au capitalisme du siècle dernier mais volonté délibérée et conjoncturelle de l'État de briser des structures par trop archaïques du point de vue de la valorisation du capital. Si libéralisme il y a c'est un libéralisme d'État ! Toutefois on doit voir là la sanction de **l'épuisement des politiques keynésiennes et secondairement la confirmation des mystifications que comportaient les « solutions » du défunt Programme commun (1). Les lois du capitalisme peuvent être aménagées ; parfois, mais provisoirement, dirigées ; elles ne peuvent pas être contournées.**

Les effets ne se font pas attendre. Le temps où l'État aidait les entreprises en difficulté pour sauvegarder l'emploi s'est achevé ; les faillites et les licenciements se multiplient. Le taux de salaire horaire pour le premier trimestre de 1978 est le plus faible depuis neuf ans et signifie une baisse du pouvoir d'achat. De plus les effectifs au travail, selon les enquêtes du Ministère du Travail lui-même, se contractent à un rythme proche de celui du début 1975 alors que la production était en pleine chute. Malgré leurs effets inflationnistes la libération des prix industriels et la hausse des tarifs publics vont dans le même sens en libérant l'État d'une partie du poids de ses subventions et en contraignant les « canards boiteux » de l'appareil productif à disparaître ou à se réformer. Ce sont en effet les mêmes secteurs qui seront principalement atteints par la concurrence sur les prix et par la baisse de la demande consécutive à celle du pouvoir d'achat. Des branches comme le textile, la sidérurgie, certaines industries de consommation doivent fermer ou se spécialiser : les entreprises insuffisamment concentrées, souvent régionales, ne pourront survivre. Tel est le prix à payer pour que les taux de profit **redeviennent dans les secteurs les plus compétitifs propres à relancer l'investissement.**

A propos de cette politique, ouvertement, parfois cyniquement déflationniste, on peut se poser légitimement deux questions. Quelles sont les limites au-delà desquelles elle ne pourra s'appliquer et quels sont les résultats qui peuvent en être attendus ?

Il est clair que les résultats des dernières élections mettent politiquement le gouvernement en position de force.

Face d'abord aux fractions de la bourgeoisie menacées par ses décisions. Après la grande peur des mois qui précédèrent mars le temps n'est plus aux compromis boiteux et des sacrifices doivent être acceptés. Par ailleurs le poids politique de ces couches traditionnelles (PME, bourgeoisie provinciale, etc...) a fortement baissé dans les vingt dernières années et il n'est plus aussi impératif qu'il le fut de les ménager.

Mais face aussi à la classe ouvrière. L'échec du Programme commun, même s'il n'avait suscité qu'un espoir sans illusions, a créé déception et désarroi. Après six ans où toute lutte, toute action revendicative était de gré ou de force orientée dans la perspective électorale, la disparition de débouché politique ne peut manquer de pousser dans un premier temps au découragement et à la passivité. Sans doute peut-on prévoir qu'ensuite cette impasse politique pourrait favoriser une radicalisation, mais outre que les choses n'en sont pas encore là, les syndicats et les partis de gauche, conscients d'un tel danger, s'emploient déjà par un retour à la « concentration » et aux discours sur le respect de la légalité ou sur « les situations qui ne sont pas mûres », à se donner les moyens de la contrôler. Toutefois le gouvernement ne peut se dispenser de quelques mesures correctives. Ainsi confronté à l'excédent des effectifs par rapport aux besoins de la production il protège, par ses indemnités de chômage, les travailleurs nationaux adultes (et masculins) alors qu'il pratique une forte restriction à **l'immigration (en 1970 le nombre des entrées était de 143.000 et il est de moins de 19.000 en 1977). De même il doit consentir à un relèvement des plus bas salaires. Il n'en demeure pas moins qu'il ne rencontre pas pour l'instant d'obstacles majeurs, sinon le risque de l'échec.**

Or quelles sont de ce point de vue ses perspectives ?

Il faut d'abord bien concevoir que dans la logique du capital la politique suivie est la seule cohérente. Dès lors que la rentabilité du capital

SOMMAIRE

Galar
Plan Barre : Le Capital sans fard ..... p. 2
L. Rigal
Après les élections : que veut la droite ..... p. 3
Galar
L'établi ..... p. 4
J.P. Musigny
A bas le travail! A bas le prolétariat! ..... p. 5
Michel des Blancs
Italie : Eléments de discussion ouvrière ..... p. 6
Cosimo
La trahison du P.C.I. ..... p. 7
Guy Sabatier
Aux origines de la Gauche allemande ..... p. 8
Guy Sabatier
Pannekock, autogestion, parti + Conseils ouvriers p.10
Nicole
Un journal des femmes libertaires ... p.11
Claude Berger
Les nouveaux philosophes p.12

est insuffisante il n'y a d'autres alternatives que de réduire le prix de la force de travail et de laisser la péréquation des taux de profit s'accomplir au détriment du capital le moins productif. Il est vrai que le capitalisme français présente des signes certains d'arrièration et donc des réserves d'amélioration de la productivité du travail et de la rentabilité du capital. Il est vain d'essayer de sauver des Boussac et autres Terrin : si des branches entières du capital vont s'investir dans des Hong-Kong ou autres Corée du Sud, c'est en raison de leur faible rentabilité et de leur incapacité à s'élever au taux de profit moyen des pays avancés. Seul le faible coût de la force de travail dans les pays sous développés leur permet d'atteindre non un sur-profit, mais le profit minimum pour la poursuite de l'accumulation. (D'où on peut comprendre les limites de « l'industrialisation » de ces pays). Par contre il est assuré que la baisse des salaires réels améliorera le taux de plus value et peut inciter un temps les capitalistes à reprendre l'investissement. Mais cela peut-il être durable ?

La contrepartie de la dégradation des conditions d'existence des travailleurs c'est une réduction de la demande intérieure, donc la nécessité d'une progression sur les marchés extérieurs. Or, et c'est là un des casse tête des cabinets ministériels, la croissance des économies « porteuses », Allemagne, Japon, est trop compromise pour avoir un effet d'entraînement, tandis que les États-Unis ne parviennent tant bien que mal à se tirer d'affaire que grâce à une déroute du dollar qui perturbe tous les marchés monétaires. Au mieux, dans l'hypothèse d'une réussite bien aléatoire, le capitalisme français pourrait se hisser au niveau des capitalismes plus avancés. En période de prospérité, de profits élevés donc de marchés en extension, (mais dans ce cas une politique aussi rigoureuse n'aurait jamais été engagée !), il aurait pu en effet atteindre ce résultat. En période de crise il en va tout autrement. Les investissements qui se réalisent ont pour objectif non tant un accroissement de la production qu'une économie de force de travail, ce qui entraîne un rétrécissement de la base d'extraction de la plus value. Non seulement le chômage n'a aucune chance d'être résorbé mais les effectifs au travail continuent de se réduire. L'investissement accroît donc la composition organique du capital et à moins d'une baisse continue des salaires réels, compromet d'autant plus la croissance ou le simple maintien des profits.

Le caractère général de la crise montre qu'elle trouve ses racines non dans l'insuffisance rentabilité des capitalismes arriérés mais dans celle des capitalismes les plus avancés. Dans ce cas des plan Barre I, II, ou III ne pourraient offrir de meilleures perspectives que la sauvegarde des positions acquises. La balance commerciale peut s'en trouver en effet quelque temps soulagée et le franc redevenir une monnaie forte. Avec un peu de chance l'inflation peut être contrôlée. Mais il n'y a aucune probabilité d'une reprise notable de « l'expansion » et il y a toutes les certitudes d'une forte progression du chômage. Pire encore pour le capital la baisse des taux de profit un moment interrompue ne peut reprendre.

Seule une organisation du travail qui permettrait le passage à un niveau supérieur de productivité pourrait créer les conditions d'une reprise de l'accumulation. Rien ne la laisse aujourd'hui présager. Dans ces circonstances toute réorganisation ou tout « redéploiement » ne peut qu'atténuer un moment la crise, en repousser provisoirement les effets sur des capitalismes plus fragiles, non la surmonter.

GALAR

ALARME

Le premier numéro *d'Alarme* est paru. Au sommaire :

Présentation du F.O.R. (1ère partie)
Les écologistes : « Les nouveaux curés du XXe Siècle »
Commentaire sur une affiche de la L. C. R.
Notes sur les événements internationaux
Extraits d'interviews de membres du patronat français tirés d'un film documentaire. Etc.
Vente et correspondance : Alarme C/° Librairie Parallèles, 47, Rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Après les élections: que veut la droite ?

Des élections parlementaires ont un tout autre sens pour la droite que pour la gauche. Si celle-ci les a gagnées, elle est placée devant le dilemme d'exercer le pouvoir ou de le conquérir, suivant la formule chère à Léon Blum. Autrement dit, de gérer les affaires au compte de la bourgeoisie ou de détruire les structures du pouvoir bourgeois et de reconstruire un système de pouvoir permettant le contrôle des masses de la population et aboutissant au dépérissement de l'État. Nous avons dit précédemment pourquoi et comment une victoire de la gauche officielle en France n'aurait pu parvenir en toute hypothèse à conquérir le pouvoir, les socialistes visant à gérer l'État existant, les communistes à créer un État plus fort ayant pour fin de construire un capitalisme d'État.

La droite, quant à elle, a déjà virtuellement le pouvoir en mains. Une défaite électorale ne saurait le lui retirer à moins d'une poussée révolutionnaire des masses décidées à bouleverserles structures sociales, ce que ni socialistes ni communistes ne désiraient ni n'auraient pu permettre. La droite a en mains les appareils de gestion économiques, les structures administratives, les appareils idéologiques et répressifs de l'État et, directement ou indirectement, l'État lui-même, c'est-à-dire ce qu'une gauche, harcelée par les masses révolutionnaires, aurait dû transformer au cours des mois et même des années après sa victoire électorale.

Pour la droite, les élections sont un rituel nécessaire afin de donner un semblant de confirmation à sa domination et à sa possession déjà effective des pouvoirs. Le cours du 19e siècle a montré, dès Napoléon III et Bismarck, que le capitalisme pouvait fort bien s'accommoder de la démocratie et l'« apprivoiser » quand il contrôle les leviers économiques, sociaux et idéologiques. Cette confirmation, la droite l'a obtenue, de peu sans doute, mais l'a légalement acquise en 1978 pour des raisons que nous avons analysées dans notre précédent numéro. Elle se sent donc libre de manipuler le pays à sa guise pour au moins cinq ans.

Elle prépare l'intégration de la France dans un système européen de contre-assurances qui affaiblirait l'Europe du Sud par son association à l'Europe du Nord que le capitalisme contrôle mieux, de même qu'elle prépare dans de bonnes conditions la ré-élection de Giscard à la présidence de la république. Mais, plus précisément, elle est libre, croit-elle, de régler à sa façon les problèmes que pose la crise. Que veut-elle donc ? Assurer la compétitivité des produits français et leur écoulement dans le flot des échanges internationaux. Pour ce faire, garantir le développement et la profitabilité des entreprises internationalement compétitives et liquider les autres. Donc veiller à ce que les charges salariales et sociales n'alourdissent pas ce projet, même s'il devait en résulter un surcroît de chômage. D'autre part et enfin, maintenir et élargir si possible les marchés qui lui sont « liés ».

D'où une recrudescence d'interventions françaises en Afrique : Djibouti, Tchad, Mauritanie et Zaïre. Elle y bénéficie de l'approbation bienveillante des Occidentaux et de l'impérialisme nord-américain. Le dissentiment vint de la petite Belgique. C'est que la bourgeoisie belge a au Zaïre les plus forts investissements et sait mieux que tout autre que le régime de Mobutu est en pleine déliquescence et qu'elle a tout intérêt à prendre des garanties avec ceux qui lui succèderont.

Et ici se pose un problème qui s'étend à toute l'Afrique et dont la « solution » de manière ou d'autre occupera les années à venir. Les anciens impérialismes « classiques » ont libéré leurs colonies plus ou moins vite et de mauvaise grâce, mais aussi sous bénéfice d'inventaire. C'est dire que la « libération » s'y est faite aussi mal que possible et de manière tout à fait artificielle du fait que la colonisation elle-même suivait des lignes de force et des arrangements diplomatiques sans aucun souci des structures tribales du continent. D'où la créationd'Étatsencore plus arbitraires qu'en Amérique latine au début du 19e siècle. D'où des rivalités intertribales presque partout et leur utilisation par ceux qui sont au pouvoir. Ces États ne sont pas viables sans le soutien constant d'une puissance tutélaire et sans la complaisance et la complicité des Occidentaux. L'union des États africains n'y change rien ; elle n'a d'autre fin que de maintenir « l'indépendance » et l'« intégrité » desdits États. Cela n'empêche pas la crise de perdurer et de s'aggraver.

D'où des effondrements brusques ça et là, comme au moment de la décolonisation hâtive de l'Empire portugais, ou en Éthiopie et demain au Zaïre. Ou bien des situations intolérables comme en Rhodésie ou en Afrique du Sud. Face à cet état de choses, il n'est pas étonnant de voir la Russie pousser ses avantages d'autant plus que l'absence de toute tradition démocratique lui permet d'y ériger des régimes bureaucratiques avec ou sans Cubains interposés. Ce qui est ironique et tragique à la fois, c'est de voir la vertueuse indignation des puissances occidentales là-contre. Elles protestent contre la « déstabilisation » de régimes « modérés » qu'elles ont elles-mêmes créés. Elles se sont bien gardées de le faire, quand l'impérialisme nord-américain profita du retrait des anciens colonisateurs pour pénétrer l'Afrique et y exercer son contrôle. Seuls les naïfs ignorent ou ont oublié que Mobutu est une créature des États-Unis, formé dans les établissements militaires nord-américains.

Ce que veulent les Occidentaux, c'est le maintien du statu quo en Afrique, quelles qu'en soient les conséquences. D'où le projet de Giscard : organiser une force d'intervention militaires interafricaine contre les menaces ou les tentatives de « subversion ». Ce serait là un paravent bien commode pour donner une couverture légale aux interventions occidentales, analogues aux interventions « interaméricaines » à Santo Domingo ou des pays du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Personne ne s'y tromperait : ce serait en effet une intervention, alternativement, des Occidentaux ou de la Russie.

Mais ce sont là diversions, quoiqu'importantes. Les problèmes de portée réelle se posent en France même. Comment la droite y mènera-t-elle à bien son projet ? Les élections gagnées, les promesses se sont envolées. A l'œuvre maintenant pour surmonter la crise par des méthodes « libérales » et au profit de la bourgeoisie, c'est-à-dire au détriment des intérêts populaires et des libertés quotidiennes. Sans doute, la droite a-t-elle habilement joué des divisions et des contradictions de la gauche,

utilisant tour à tour les nouveaux philosophes ou Georges Marchais. La provocation stalinienne a-t-elle servi la bourgeoisie. Les socialistes ont-ils perdu les électeurs du centre qui leur auraient permis de l'emporter. C'est ce que voulaient les staliniens qui n'ont pas hésité à faire peur. Ils sont restés fidèles à leur projet de capitalisme d'État et à leur refus de laisser les socialistes trop l'emporter sur eux. Le projet de Front commun a échoué avant même de pouvoir paraître plausible aux électeurs.

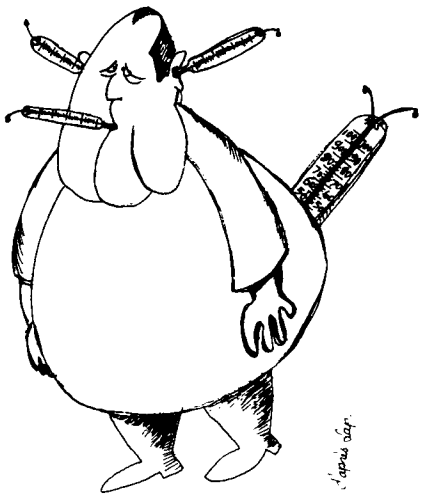
Mais le problème reste pour la droite de faire front à la crise. Mises au placard, les solutions keynésiennes. Ce sera la vieille recette de la droite, la déflation qui doit servir à juguler la crise. L'austérité pour les travailleurs au bénéfice des entreprises. Il y faudra de la contrainte. Le troisième gouvernement Barre sera-t-il assez fort pour l'imposer avec efficacité ? Il n'a pour le moment qu'un atout, l'impuissance de la gauche officielle. Ce ne sont pas les sermons à la Cassandre de Mitterrand ou la démagogie de la bande stalinienne qui le gêneront.

Mais, les désillusions passées, que fera-t-il devant les résistances des travailleurs et le mécontentement populaire ? Nous sommes de nouveau devant les prodromes d'une conjoncture qui conduisit, il y a 10 ans, à l'explosion de Mai 1968. Quand et comment ? Nous ne le savons pas et nous n'avons ici que faire des verbiages socialistes ou communistes. Ce qui nous préoccupe, c'est la menace d'une droite qui n'hésitera pas à se durcir à mesure que les affrontements monteront. Car, devant la crise, les régimes d'Europe occidentale n'ont pas de vision à longue portée, mais une seule résolution têtue, durer. Ils se consultent pour organiser la répression des masses sous couleur de terrorisme. Mais ce dernier n'est qu'un symptôme, une réaction aveugle aux réalités implacables de la droite ou de la social-démocratie, libérales pour les affaires, mais bien décidées à tenir les masses en mains par appareils interposés et surtout à empêcher de se former un mouvement de contestation massif et sérieux qui serait bien autre chose que les rodomontades journalistiques ou manifestantes d'une extrême-gauche aussi éculée que la gauche officielle autour de laquelle elle parasite.

Les masses peuvent avoir des illusions, mais aujourd'hui la réalité est là. Elles doivent lutter sur le terrain et le savent. Dans une période de chômage, le combat est plus difficile sans doute, mais ces dizaines de milliers d'adultes et surtout de jeunes inoccupés sont aussi un matériel susceptible d'explosion. Des organisations ouvrières dignes de ce nom devraient se soucier quotidiennement de les organiser et de les aider à clairement exiger le minimum de ce qui leur est dû, du travail. Il faudrait aussi une lutte réelle et non pas symbolique pour la semaine de trente-cinq heures à salaire égal, ce qui permettrait d'occuper ces dizaines de milliers de chômeurs. On ne saurait attendre des organisations traditionnelles autre chose que le rituel ordinaire. Quant aux extrêmes gauches non moins traditionnelles, elles n'en feront pas davantage sinon dans leur presse démagogique.

Non ! ce sont les masses elles-mêmes qui décideront de leur combat. La bourgeoisie le sait et prépare sa lutte et ses propres formes de répression. Jusqu'ici Barre va de l'avant, mais que fera-t-il au premier affrontement sérieux ? Cette droite libérale qu'il représente jusqu'à la caricature défend âprement ses affaires, c'est-à-dire avant tout les affaires. Mais elle risque d'être débordée. C'est qu'aux masses irritées, il faut opposer autre chose à la longue que les forces répressives ordinaires. La bourgeoisie libérale le pourra-t-elle ? J'en doute. On parle d'une « parlementarisation » du régime. C'est peut-être le rêve d'un Giscard. Mais c'est, si facile dans un régime ultracentralisé, bien peu et bien tard dans une crise qui va s'approfondissant.

Ce serait plutôt, de ce côté-là, l'heure des gaullistes. Ceux-ci sont pour le moment sur la touche et, bien sûr, approuvent les mesures que Barre propose. Giscard voudrait les éliminer, par absorption ou par rejet, pour gouverner au centre. Mais il a besoin d'eux, tout comme il l'a des socialistes, quoique pour des raisons opposées. Le noyau dur des gaullistes se maintient sous l'âpre vigilance de Chirac et attend que son heure ait sonné. Elle le ferait si l'affrontement avec des masses combatives



débordait les moyens de répression accoutumés. C'est qu'il faudrait alors opposer aux masses d'autres masses réactionnaires perverties.

On n'y songe pas volontiers chez nous. On ferme les yeux sur la réalité de la « démocratie totalitaire », chère à Pinochet. On ne veut pas croire que l'Europe soit l'Amérique latine. On a tort. Le jour venu, si nécessité faisait besoin, il en irait de même et nous aurions une version européenne du procès latino-américain. Or, dans une conjoncture de déstabilisation aiguë, les gaulistes seraient les seuls propres à mobiliser cette masse réactionnaire qui existe bel et bien en France et dont les titres remontent à Bonaparte, repris par son neveu, transmis à Pétain et ramené sur le devant de la scène par de Gaulle. Seul un climat de prospérité permit à ce dernier d'en éviter les excès. Ce n'en fut pas moins le règne de l'arbitraire administratif et du bon vouloir de l'exécutif, qui se continue malgré les timides essais de réformateurs mal guéris de leurs craintes.

Il ne faut quand même pas oublier, malgré le verbiage « démocratique » et jacobin, que la France moderne n'a jamais connu la démocratie bourgeoise à l'anglo-saxonne, qu'elle s'est coulée, finie la dictature jacobine populaire, dans un moule bonapartiste que les régimes successifs ont pour l'essentiel maintenu (de même que les régimes d'après la « libération » ont maintenu en catimini bonne part de l'héritage législatif du régime de Vichy) et qu'un bon tiers de la nation est toujours façonné à cette tradition autoritaire. Si besoin était, un mouvement analogue pourrait for bien renaître sous la houlette d'un Chirac dont il ne faut pas oublier la formule de « démocratie autoritaire », reprise moderne du « despotisme des lois », cher au premier Bonaparte. Il y suffirait d'un approfondissement sérieux de la crise, d'un affaiblissement de la bourgeoisie libérale, toujours prête à s'abriter derrière un bouclier bonapartiste, comme elle le fit sous Pétain et sous de Gaulle, et aussi mais, c'est l'essentiel à quoi il faudra revenir dans un prochain article, d'un recul des luttes des masses.

L. Rigal, mai 1978

L'ETABLI

La classe ouvrière par le peu. A-t-on remarqué qu'elle parle de moins en moins : où sont ces récits, ces témoignages d'ouvriers sur leur vie, leur condition, leurs révoltes, dont le XIXe siècle a laissé quelques remarquables exemples ? Par contre il faut dire que beaucoup parlent en son nom. D'abord les partis et les syndicats (parfois flanqués de quelques groupes ou groupuscules) mais aussi pour une partie du monde, les États, tous avec la volonté claire — à la mesure de leurs moyens — du monopole ; et doublement : monopole d'être ceux qui disent et de dire ce qu'il faut dire. Puis les spécialistes : sociologues, historiens, « intellectuels » de divers acabit se parant volontiers des prestiges de la scientificité et prétendant nous apprendre ce qu'est la classe ouvrière, c'est-à-dire pourquoi elle n'est pas.

Dans ce flot de discours par procuration le livre de Robert Linhart « L'établi » (Éditions de Minuit) contraste vivement. Non point que R. Linhart soit ouvrier : ancien normalien, économiste, c'est un universitaire. Mais il raconte une expérience concrète, une année dans l'usine Citroën de la porte de Choisy, en 1969, où il s'était fait embaucher, « établi » comme disait alors d'après une expression de Mao-tsé-tung. Et cette expérience il la raconte avec une modestie, un refus des effets, un refus de tout discours politique explicite qui en fait un document sans équivalent depuis longtemps.

Nous sommes en profond désaccord avec les choix politiques de R. Linhart, marxiste-léniniste, fidèle de la « pensée mao-tsé-tung » ainsi que nous l'avons déjà écrit à propos de son précédent ouvrage « Lénine, les paysans, Taylor » (cf. Spartacus n° 3, p. 25). Toutefois nous devons à la richesse du témoignage autant qu'à la conviction du militant de faire de son livre une lecture politique et non point, comme ce fut souvent le cas dans la presse, littéraire, bien qu'il soit écrit avec un grand talent, ni sentimentale, bien qu'il suscite presque continûment l'émotion ou l'indignation.

Très clairement R. Linhart vise d'abord à nous montrer, ici et maintenant, ce qu'est la condition ouvrière, ce qu'est l'usine et à s'inscrire en cela en faux contre les diées reçues sur « l'humanisation du travail », « l'intégration des ouvriers » et autres calembredaines de l'autojustification bourgeoise. Il éclaire sans ambiguïté ce qu'est véritablement une usine : les « cadences infernales » certes, l'organisation scientifique du travail bien sûr, mais aussi et peut-être surtout une immense *machine disciplinaire*. Il faut *soumettre* les travailleurs — chacun d'entre eux — autant que les faire travailler. Il est probable que si R. Linhart a publié ce récit aujourd'hui c'est en réponse au discours actuellement dominant sur le goulag et le totalitarisme, pour dire : regardez autour de vous. Non pas que l'usine soit un camp stalinien ou nazi mais ell en est, il faut s'en souvenir, le modèle. Le camp, le goulag, c'est l'usine dans sa logique extrême. De l'une aux autres il n'y a pas solution de continuité. Pas plus qu'avec l'école, l'hôpital, la prison, etc... : étonnante correspondance des institutions bourgeoises, dont l'unité organisationnelle et fonctionnelle transcende les formes libérales ou étatiques du capital. quelles que soient les contingences de leur surgissement et de leur développement historique ou géographique. Cela signifie aussi qu'il ne faut pas prendre la diversité des modes d'existence pour une différence de nature. Toute dénonciation du goulag qui ne soit du même mouvement condamnation du mode de production capitaliste dans son ensemble est une tromperie et une mystification (naïve ou

délibérée peu importe) qui désarme la classe — autant il faut l'ajouter que l'inverse, la critique du capitalisme dit occidental qui ménage le prétendu « socialisme » oriental. Partout la classe ouvrière a en face d'elle les mêmes ennemis et est confrontée aux mêmes tâches.

Cette solidarité internationale de la classe ouvrière de nombreux indices suggèrent toutefois que R. Linhart en a une vision déformée par ses présupposés idéologiques, en particulier dans l'appréciation implicite qu'il porte sur le travail immigré, largement suspecte de populisme. Il faut d'abord bien comprendre que si les salaires des travailleurs immigrés (ou de ces mêmes travailleurs quand le capital s'investit dans leurs pays d'origine) sont bas ce n'est point que le capital veuille s'assurer grâce à eux des surprofits : c'est au contraire l'insuffisance de ses profits, son inefficacité relative dans telle ou telle branche, qui lui imposent pour survivre de trouver une force de travail qui pour des raisons socio-historiques très concrètes présente une moindre valeur de reproduction. Il en résulte que tout privilège accordé aux formes de résistance de ces travailleurs qui restent liées aux structures sociales et mentales traditionnelles est erroné ; elles ne sont en effet que la contrepartie secondaire et inévitable de ce qui fait l'utilité de cette force de travail pour le capital. De ce point de vue c'est leur prolétarisation aussi rapide et complète que possible qui porte l'espoir d'une lutte véritablement consciente. La grève que raconte R. Linhart est à cet égard fort intéressante en cela qu'un refus d'une aggravation de l'exploitation doit se lier pour être comprise à une affirmation de dignité.

D'autres points mériteraient discussion et critique dans « L'établi », mais encore une fois cet ouvrage n'est pas un exposé théorique. Il est un document, un témoignage. Là est sa valeur, que je crois rare en ces temps où tous les efforts convergent dans le travestissement de la réalité.

GALAR

CIVILISATION LIBERTAIRE

(Cahiers d'études sociologiques)
33 Bd Edgard-Quinet — 75014 Paris

Le dernier numéro de cette revue rend un dernier hommage à son fondateur notre ami Gaston Leval dont nous avons publié: La pensée constructives de Bakounine. Spartacus s'associe à Roger Hagnauer pour honorer la mémoire de ce militants infatigable mort sur la brèche à 82 ans.

Au sommaire : Les socialistes face au pouvoir. Le centralisme étatique. Les déviations du sentiment religieux. Sur la prostitution. Le chemin de l'avenir.

Lettre d'ouvrier de l'Alfa.

Ivano, 21 ans, ouvrier depuis 6 ans (synthèse d'une discussion au bar).

Je vais travailler parce que je ne vois pas d'autre moyen pour avoir quelques lires en poche, je ne crois pas « l'art de se débrouiller », c'est un enculage réciproque, si nous faisons tous des sacs, des colliers, etc., ensuite à qui va-t-on les vendre si ce n'est à ceux qui sont comme nous. Pourquoi devrais-je vendre la fumée et les autres choses aux copains en y gagnant ?

On ne peut pas dire : si je dois choisir entre le travail et la débrouille, je choisis le travail. Même le fait de faire une coopérative ne te libère pas du travail ; oui tu es ton propre patron, mais si tu as des vaches, il faut les traire, si tu as des champs, tu dois les labourer, les semer, etc. J'ai des problèmes avec les autres ouvriers : quand je suis fatigué je m'arrête, je dis ça suffit ; quand j'ai décidé que j'ai trop donné, je m'arrête ; l'ouvrier plus âgé ressent beaucoup plus les chantages, il a une famille à entretenir et il a donc plus peur de perdre son poste de travail.

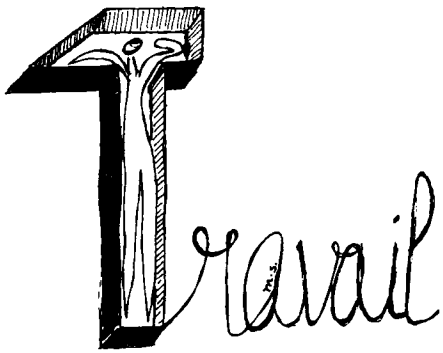
Moi je dois travailler pour vivre, mais je refuse le travail d'exploitation capitaliste et j'utilise tous les moyens pour ne pas aller travailler — grèves, congé de maladie. C'est absurde de dire que je résous le problème du travail en réduisant le temps de travail. Quand je travaille je ne suis pas vivant, même deux heures de travail enfermé c'est trop.

A BAS LE TRAVAIL ! A BAS LE PROLETARIAT !

Aujourd'hui comme en 1778, la façon dont l'humanité produit sa vie matérielle détermine en fin de compte tous les aspects de cette vie. Autant dire que le travail conserve une position centrale dans cette société et, qu'en dehors même de toute considération théorique, chacun est contraint d'en faire l'aliénante expérience. La crise du travail (déguisée par les spécialistes en crises de leur spécialité, économique, morale, etc.) a suscité récemment plusieurs ouvrages.

La fin des O.S., livre de J.-P. Dumont, journaliste social et économique au *Monde*, est paru en 1973 (Mercure de France). L'auteur y a minutieusement décrit l'horrible condition faite aux O.S. — et qui suffit fort bien à expliquer leur révolte — et conclut en appelant à la disparition de cette catégorie de travailleurs. Hélas, l'étroitesse de son point de vue ne lui permet pas de voir que la logique du capital pousse au *développement* du travail non qualifié (1).

C. Durand, maître de recherches au CNRS, auteur du *Travail enchaîné* (Le Seuil 1977), constate une fuite devant le travail, et divers autres phénomènes de résistance. Il y voit une crise de *l'organisation* du travail : les



méthodes tayloriennes sont contestées. Réduire la crise du travail à celle de son organisation, c'est déjà éluder le problème de son contenu. Durand affaiblit encore la portée de son ouvrage en concevant cette contestation comme un simple aspect d'une crise plus générale de l'idéologie progressiste, qui affirme que toute évolution technologique est porteuse de progrès social. Ce faisant, il méconnaît que c'est au contraire l'évolution du travail qui est en train de tuer le vieux mythe de la science et du machinisme comme libérateurs de l'homme. Le manque de perspective globale lui interdit donc de saisir l'essentiel : le travail taylorisé est celui qui se rapproche le plus de l'essence du travail ; il n'en est pas une perversion, mais sa forme la plus évoluée.

L'ouvrage du Dr. J. Rousselet, (L'allergie au travail au Seuil) publié antérieurement, expose le problème de façon plus générale. Synthétisant plusieurs travaux et enquêtes, il établit par constat le refus du travail, de tout travail chez les jeunes ; et il explique que « beaucoup des adolescents qui ont aujourd'hui 16 ans n'ont aucune chance de jamais trouver, dans leur futur emploi, les raisons et les moyens de s'affirmer et de s'épanouir. » Cette description lucide débouche sur des conclusions dérisoires. Ainsi, on nous dit qu'il faut désacraliser le travail : mais c'est le mouvement même du capital qui le réalise ; Rousselet voudrait changer les *modèles* sociaux de réussite, libérer leur choix et valoriser la vie hors-travail. Bref, il faut continuer à perdre sa vie à la gagner, et se réserver un petit domaine de vie privée où chacun pourrait s'épanouir ! ! Sans commentaires.

« Le travail, qu'il soit pénible ou confortable, ennuyeux ou passionnant, exclut la jouissance. Le temps qui passe au travail est perdu pour ce qui me tient au cœur, pour ce qui me fait rêver : la bise acide de l'aventure, l'amour brûlant ou serein, la joie des corps s'où resurgit la nostalgie du paradis perdu. Le temps qui s'écoule et qui fuit, c'est le temps de cette vraie vie qui m'échappe. » Ces quelques lignes, extraites de Adret, (*Travailler 2 heures par jour*, Le Seuil 1977), montrent que le problème est repris au point où Rousselet l'a abandonné. Pour prouver qu'il est possible de réduire ce « temps mort » du travail, immédiatement, à 2 heures par jour, l'auteur (physicien de haut niveau) accumule calculs sur calculs on ne peut plus convaincants ; on y parviendrait :

1) en réduisant la production par la redistribution des revenus, la diminution des gaspillages et l'accroissement de la durée de vie des objets ;

2) en augmentant la productivité grâce à la réduction du temps de travail, la réorganisation du travail et enfin le progrès technique ;

3) en « décentralisant » le travail en petites unités autonomes ;

4) en augmentant la population travailleuse.

Dans ce schéma, ni l'échange, ni l'économie marchande, ni le salariat n'ont disparu. Ni bien sûr l'État, ni la propriété privée. Cette utopie technicienne remplace le bouleversement nécessaire des rapports sociaux et la destruction de l'État à travers un processus social révolutionnaire par quelques mesures techniques. Cette méthode ne pouvait aboutir qu'à une revendication : ici, celle de la semaine de 32 heures ! (3 heures de moins que le PSU).

Avec *la Fin du travail* (Stock, 1978), on a l'impression d'une condamnation définitive et sans appel du travail. Le mode d'exposition adopté par Alexis Chassagne et Gaston Montrachet est celui du montage de textes. Les avantages en sont la diversité des sources, le large choix de documents, d'exemples et de témoignages accumulés pour dénoncer l'aliénation du travail. L'ampleur du sujet traité explique peut-être les nombreuses lacunes. Il eût été bon de signaler que les prolétaires de tous les pays ont toujours été *unis dans la critique du travail* : ainsi au Mexique, un petit boulot est assimilé à un petit cercueil : un dicton portugais affirme que « seuls travaillent ceux qui ne savent rien faire d'autre » ; et les Corses ne sont pas les seuls à détester un drapeau rouge quand il est frappé d'une faucille ou d'un marteau. Le travail que représente un livre pourrait à la rigueur excuser un certain laisser-aller : ainsi le sinistre Livrozet est cité sans la moindre mention de son rôle d'idéologue réformateur des prisons. Enfin, le défaut principal, inhérent à ce genre d'ouvrage, est de laisser subsister un flou. Lorsqu'on se propose d'en finir avec le travail (2), il faut clairement parler de son *abolition*, et dire son fait au prolétariat : il est révolutionnaire, ou *il n'est rien*. Et lorsqu'il anime le mouvement réel qui abolit les conditions existantes (le communisme), il attaque l'État, l'argent, les classes et se dissout lui-même dans ce mouvement.

Jean-Paul Musigny

1) Cf. Karl-Heinz Roth, *Die « andere » Arbeiterbewegung* (1975).

2) Laissons aux staliniens la peine de nous expliquer que lorsque Marx parle de « supprimer le travail », il faut entendre par là qu'il « veut dire ... le travail salarié » (note éditoriale de *L'Idéologie allemande*). Sauf dans les goulags de tous bords où l'on commence par supprimer le salaire, dans quelle réserve existe-t-il encore de travail qui ne soit pas salarié ?

OXIGENE

Musique, spectacle, expression populaire. Revue-outil parlant des artistes délaissés du show-buseness, écrite par les artistes eux-mêmes. Collectif de diffusion de disques indépendants...

OXIGENE 3 rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris.

Eléments de discussion ouvrière (Alpha-Roméo d'Arèse)

Nous reproduisons ici une synthèse d'une double page récente de Lotta Continua rédigée par des militants de ce groupe — aujourd'hui dissout — et d'autres travailleurs de chez Alfa Romeo.

L.C. souligne « l'impuissance » et même « l'incapacité » des ouvriers face à la répression syndicale et patronale dans le nouveau contexte des « sacrifices » imposés au prolétariat pour retrouver le « miracle italien » d'avant 1968. Mais, dans la contradiction entre la soumission et le refus de la domination, L.C. voit la possibilité de débats et de formes d'organisation plus avancés, fondés sur des liaisons directes entres prolétaires, d'usine ou pas.

Pour l'auteur de cette synthèse, certaines nuances devraient être apportées au pessimisme des militants de Lotta Continua. Il me semble que partir de la « nécessité » formelle d'organisation, conduit à sous-estimer à la fois l'incidence dans les luttes de comportement tout à fait originaux, propres aux couches ouvrières récentes, et la réalité d'une « organisation » qui résulte de la massification de ces comportements, plutôt que d'un projet stratégique particulier. Nous en donnons pour illustration deux lettres que L.C. publie en annexe de l'article cité.

Michel DESBLANCS

1) QUE SE PASSE-T-IL ?

Le nouveau rôle que le syndicat assume met en évidence la rupture avec la période précédente de luttes ouvrières. Dans cette période, les luttes, les besoins ouvriers étaient explosifs et ébranlaient les institutions et le cadre politique. Le syndicat se chargeait de canaliser les luttes et les besoins vers un changement institutionnel (fin du centre-gauche, réformes):

A partir des grandes usines, toute la société était investie : les autres usines, les services, les écoles, les quartiers, jusqu'à remettre en discussion les corps séparés de l'Etat (casernes, magistrature, police).

Maintenant, c'est le syndicat, avec ses articulations, qui se charge des intérêts patronaux dans les usines, en isolant et si nécessaire en réprimant toute résistance ouvrière à la restructuration, toute tentative de ne pas accepter, de dire NON.

Ceci provoque des dommages énormes dans le corps de la classe, expropriée de son autonomie et de son organisation. La conscience de classe elle-même entre en crise. La conviction que la lutte ne paie pas se répand dans la classe.

« L'art de se débrouiller », la survie individuelle, le travail au noir, le j'm'enfoutisme, la belote pendant les grèves, la discussion sur tout hormis ses propres problèmes, deviennent la caractéristique de masse des comportements ouvriers.

Deux comportements opposés mais également délétères se font jour auprès des camarades. Il y a ceux qui cherchent un refuge dans le syndicat et se transforment en « gauche syndicale », avec l'illusion de conserver un caractère ouvrier à cette structure en médiatisant dans les Conseil et les assemblées les propositions syndicales, par dessus la tête des ouvriers. Ils sont les otages des directions. Ces néo-syndicalistes gèrent les assemblées en faisant voter des motions « critiques » sur des points particuliers, pendant qu'ils font passer les propositions de Lama et consorts. Il y a inversement ceux qui s'auto-proclament « avant-garde révolutionnaire », se contre-foutent des rapports de masse et croient à une opposition née d'actions individuelles et exemplaires, modèles que les ouvriers n'auraient qu'à exécuter. Dans ces deux spectacles opposés les ouvriers restent simples spectateurs.

Un tournant est indispensable pour traverser cette situation.

2) LES CONTRADICTIONS DANS LA CLASSE.

Le fait de tout payer sur sa peau se résout en une défense désespérée qui veut dire double-travail et dédoublement entre soi-même, ses besoins et le sentiment de culpabilité du fait que tout se casse la gueule. Il suffit d'écouter les discussions sur les chaînes : rouspétance et protestations mais aussi impuissance, critique de l'absentéisme, de la jeunesse, incapacité de battre la criminalisation des comportements prolétaires, de son propre refus du travail. L'important c'est de condamner, de trouver le bouc émissaire qui, comme par hasard ne regarde jamais soi-même mais les autres.

Tels sont les dégâts, telle est la situation dont il faut partir. Le dédoublement ouvrier est tel que le même ouvrier qui un jour te parle d'austérité, de résoudre la crise, est le premier à s'y opposer lorsque son discours devient pratique et qu'il doit payer sur sa propre peau.

Ceci met au premier plan le problème de la communication, des dégâts produits par les mass-media. Il faut diffuser dans tous les lieux de discussion une contre-information capillaire, faisant des assemblées et des Conseils des sièges de contre-information où les ouvriers ne soient plus traités comme bestiaux en foire.

3) DISSIDENCE, OPPOSITION, ORGANISATION.

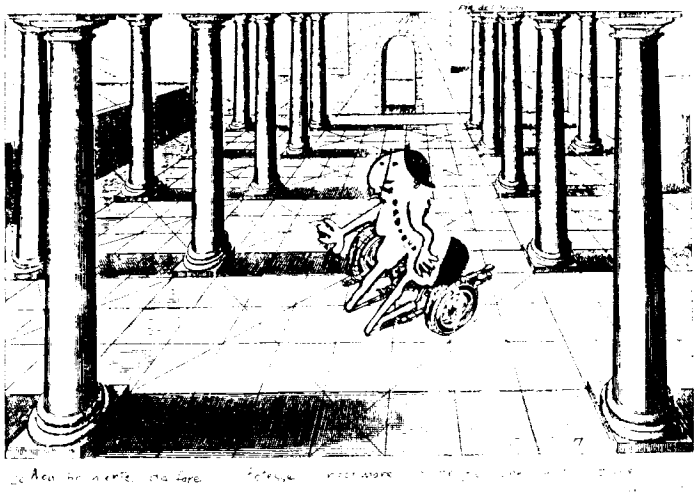
Dans toutes les usines, on trouve une large couche de dissidence, mais il manque une opposition ouvrière organisée car nous pensons qu'elle est le résultat d'un processus long et contradictoire, élément de contre-pouvoir et d'offensive face à l'attaque capitaliste. Le problème est de donner la parole aux ouvriers qui « refusent », de fournir des instruments de communication, de développer le débat plutôt que d'élaborer des programmes.

Notre tâche est de recueillir la dissidence, vue comme la capacité ouvrière de ne plus rien déléguer à personne. L'organisation de l'opposition ouvrière, c'est aussi une discriminante envers ceux qui se sont séparés d'eux-mêmes et de l'institution syndicale (sic, NdT). Par rapport à ces camarades, il faut valoriser leur décision radicale de rompre avec les structures syndicales, mais en mettant en discussion la nette séparation, dans la pratique, entre avant-garde et masse ouvrière. Il est nécessaire de mettre l'accent sur le développement de l'opposition comme un fait majoritaire, étendu à la fois au niveau national et dans de multiples ramifications.

Dans ce but, on peut éviter des méthodes groupusculaires, par la capacité autonome de toutes les situations de se donner les moyens d'instrumentaliser et de ne pas être instrumentalisé, tenant compte du fait que c'est lorsqu'il est encore enfant et fragile que le mouvement peut être débarassé de tous ses vautours.

Pour finir, nous croyons qu'il est urgent de poser le problème du rapport entre usine et territoire, entre travail directement productif et travail indirectement productif, entre classe ouvrière et secteurs du prolétariat en voie de transformation en force de travail, entre le fait d'être ouvriers en usine et sujets prolétaires qui vont se recomposer aussi en dehors de l'usine.

(Les camarades de l'Alfa Romeo d'Arese de Lotta Continua)



ITALIE

Lettres d'ouvriers d'Alfa

Giorgio C., ouvrier depuis un an.

Il y a, oui, il y a aussi des jeunes ouvriers. Bizarre : mais ce n'étaient pas tous des « non-garantis », des bandes de marginaux la lie de la lie du prolétariat ? Non, une petite poignée d'hérétiques s'est infiltrée dans les cathédrales du travail, ce sont les « différents » du travail : ils n'ont pas de maison, ils ne sont pas adultes, ils n'ont pas de famille, ce qui veut dire que leur « monde de la nécessité » — les besoins — est beaucoup plus petit que celui des autres ouvriers. Parmi eux, personne ne travaille au noir — un travail c'est déjà trop — ni ne fait des heures supplémentaires, ni ne travaille plus pour faire plus de boni, au contraire, parmi eux on cherche à travailler le moins possible, et pour cela tous les moyens sont bons.

Le mot d'ordre de ces jeunes c'est : « Du premier emploi à la retraite, un seul cri, ÉVASION » (lu sur un mur). Ce ne sont pas des ouvriers, ils ne s'identifient pas avec les camarades plus âgés, et on ne peut pas dire que leur manière de vivre l'usine est différente et radicalement hostile au travail : ils sont seulement des jeunes, comme les autres jeunes mais différents aussi de ceux-ci. Ils n'ont pas le problème de « s'arranger », ils ont refusé la démerde — et aussi la paranoia de la démerde — choisissant le travail pour survivre.

Nous sommes nous aussi des « marginalisés » : pas acceptés et en conflit avec les autres ouvriers parce que différents, refusés par le syndicat parce que réfractaires aux mythes stackanovistes, rejetés par les autres ouvriers-camarades parce que non encadrés dans la lutte faite de « 35 heures : 50.000 lires » que nous trouvons limitée, et donc marginalisés même par rapport au débat ouvrier du journal. Eh bien ! oui, nous sommes subjectivistes — pas intimistes — ; travailler moins c'est encore trop, c'est encore aliénandépersonnalisant.

Nous sommes le produit de la destruction des idéologies bourgeoises sur le travail, nous représentons la non-continuité avec les générations passées, le non-enfermement dans les schémas faits de sécurité comme la famille, la carrière, les vacances au bord de la mer.

A Milan nous sommes de nombreux ouvriers (de l'Alfa à tant de petites et moyennes entreprises), rencontrons-nous pour parler de nous, des contradictions que nous vivons avec les autres ouvriers, pour découvrir ce qui nous fait différents des autres et égaux entre nous.

Suite page 6

Le singulier rôle du P.C.I.

Cet article est la traduction d'une lettre d'un camarade de Milan qui fait suite à celles écrites par lui dans le numéro précédent. Les informations qu'elle fournit contribuent à mettre en lumière l'évolution de la reprise en main capitaliste en Italie, du rôle du P.C.I. dans ce sens, et des problèmes que cela *pose pour le développement des luttes autonomes.*

Ici la situation est assez pesante, l'enlèvement de Moro a concentré l'attention sur lui et mis un frein à tout autre débat pour quelque temps.

Le travail que nous avons commencé bénéficie malgré tout de la présence de différents camarades et la discussion est assez intéressante. Deux événements importants sont à noter :

— la réforme du système des pensions ;

— les heures supplémentaires à Alfa Romeo.

Pour ce qui est de la première affaire, il faut avoir en tête qu'en Italie la moitié des pensions ne sont pas des pensions de vieillesse mais d'invalidité de travail. Les pensions d'invalidité étaient accordées selon des critères différents suivant les régions : selon des critères sévères dans les régions industrialisées mais avec une extrême souplesse dans le Sud et dans toutes les autres régions peu développées. C'est ainsi qu'un nombre considérable de gens survivent grâce à ces pensions qui représentent dans certaines régions la principale source de revenus. La nouvelle loi unifie les critères d'attribution des pensions au niveau national en fonction de ceux du Nord industriel. Cela amené à supprimer les pensions à un nombre considérable de personnes, toutes celles qui ne sont pas suffisamment malades ou suffisamment bien protégées.

Ce n'est pas par hasard que dans les organes gouvernementaux des régions méridionales, la DC, tout en étant extrêmement forte et réactionnaire, a permis la participation du PCI qui est assez faiblement implanté. Ainsi, en associant tous les partis aux différents pouvoirs locaux, elle compte empêcher que le mécontentement ne se transforme en révolte. D'autre part le DC semble vouloir faire retomber sur le PC le mécontentement de ceux qui seront touchés par les nouvelles lois, compte tenu du fait que les pensions d'invalidité étaient accordées pour la plupart par l'intermédiaire des clientèles démocrates-chrétiennes et qu'avec ces lois la DC risque donc l'impopularité parmi ses propres électeurs.

Je ne crois pas qu'une lutte directe contre cette loi soit possible, étant donné qu'il faudrait alors réclamer un retour à l'état de corruption d'alors. Il faudrait par contre stimuler le mouvement des chômeurs qui a déjà donné des signes de reprise. Pour conclure, cette loi est une première mesure décisive pour pallier au déficit des dépenses publiques qui a atteint 34 500 milliards (de lires) malgré toutes les tentatives faites pour le réduire. (Il est d'ailleurs bien difficile de le réduire à une époque où la fiscalisation des charges sociales des industriels faite pour relancer l'activité des entreprises, la crise fiscale de l'État provoquée par le développement du travail au noir, etc., créent toujours de nouvelles dépenses pour l'État).

L'affaire de l'Alfa est un peu identique à celle de l'Unical. Elle a débuté par une campagne de presse sur le fait qu'il n'est pas juste que l'Alfa ait un déficit de 1 0 0milliards (de lires) par an, faisant remarquer que ça n'a pas de sens que la participation de l'État aide à produire, en déficit, des automobiles de luxe (et en cela la presse liée à la Fiat s'est distinguée) ; certains articles ont parlé des dommages causés par le refus des ouvriers d'accepter la mobilité interne et les heures supplémentaires ; on a fabriqué une légende sur les luttes à l'Alfa Sud dont on a accusé la mafia, etc.

A Milan, l'Alfa emploie 25 000 ouvriers ; elle est en définitive la plus grosse usine et aussi une des plus importantes du point de vue des luttes. Une défaite ouvrière à l'Alfa signifie une défaite pour toute la classe ouvrière milanaise. D'autre part, une restructuration de l'Alfa s'inscrit dans la tentative de faire de Milan une ville administrative en accélérant la décentralisation de la production. A ce propos, la direction a réclamé l'augmentation des heures supplémentaires, le syndicat a fait quelques propositions par la bouche de Benvenuto, secrétaire de l'UIL et représentant du PCI et de la gauche syndicale. Les propositions sont celles-ci : on abandonne les pouvoirs absolus à la direction, on crée un organe de consultation directe entre direction, syndicat et conseil d'usine pour garantir le sauvetage de l'usine. En pratique la position syndicale consiste à garantir que l'Alfa fasse des profits en échange du maintien de la participation de l'État ; il ne faut d'autre part pas oublier que la direction de l'Alfa est contrôlée par le PSI et que les intérêts du parti font donc l'unité du syndicat et de la direction. La position de Benvenuto a accéléré la crise de la gauche syndicale déjà incapable de s'opposer aux positions de Lama et des syndicats communistes. Concrètement, pour l'instant, le conseil de fabrique de l'Alfa a cédé non pas sur les heures supplémentaires mais sur le travail compensatoire, c'est-à-dire sur le fait que quand quelqu'un travaille le samedi, il a droit a un autre jour de congé. De cette manière la production augmente de 240 voitures par jour sans aucune dépense supplémentaire pour l'Alfa.

Il y a 2 semaines, environ 200 camarades de la « zone de l'autonomie » et de Lotta continua ont organisé des piquets pour protester contre cette politique syndicale. Jusqu'à présent cela a été un échec pour plusieurs raisons : ils sont extérieurs à l'usine du fait que les camarades sont peu nombreux et isolés ; ils n'ont pas réussi à susciter de débat du fait qu'ils se heurtent, chez les ouvriers, à la peur de voir l'usine faire faillite. Il faut aussi tenir compte du fait que, dans leur écrasante majorité, les ouvriers de l'Alfa font du travail au noir dans les petites usines de la région et ne sont donc pas hostiles aux heures supplémentaires qui leur épargnent le voyage vers l'autre usine. En somme il se vérifie une fois de plus que le fait d'être extérieur à la condition ouvrière concrète amène à faire des choix erronés qui ne peuvent concrètement que favoriser le réformisme qui s'en sert pour nettoyer l'usine des « extrêmistes », favorisé en cela aussi par les attentats contre les automobiles Alfa.

VIOLENCE DES PATRONS ET VIOLENCE TERRORISTE

Actuellement l'étreinte répressive se resserre discrètement autour des luttes autonomes qui émergent sporadiquement. En voici quelques exemples :

Hier les ouvriers licenciés de l'Unidal, à l'appel du Comité de lutte né après la fermeture de l'usine, ont fait un cortège autonome pour pénétrer dans l'usine. Il y avait deux questions en jeu : parvenir à empêcher les licenciements en obtenant que les ouvriers travaillent à tour de rôle mais tous, et le fait que la nouvelle société qui a repris la gestion de l'usine a réduit les salaires des ouvriers. Arrivé à l'usine, le cortège enfonce le cordon de gardiens de l'entreprise et pénètre ; à l'intérieur les policiers étaient postés : ils ont attaqué les ouvriers, qui n'étaient pas du tout préparés à cet affrontement. Le cortège s'est reformé et est allé protester à la Chambre du Travail, étant donné qu'à côté des policiers il y avait des militants PCI-CGIL ; il est ensuite retourné à l'usine où il s'est fait de nouveau attaquer par la police. Ce qui est grave, c'est que pour la première fois, la police charge les ouvriers à l'intérieur de l'usine avec la participation directe des équipes staliniennes. Il devient clair que l'attaque ne vise plus, comme d'habitude, les « extrêmistes », mais les ouvriers « normaux ».

Dans les écoles est en train de se développer une grande chasse aux professeurs qui s'opposent aux recalages massifs aux examens. On parle de 8 professeurs licenciés pour s'être refusés à défendre l'État, soit en assemblée, soit en classe. Ce sont surtout les militants du PCI qui se distinguent dans ces opérations, il y a eu des expulsions de la CGIL-enseignants, syndicat classique créé par les extraparlementaires mais aujourd'hui aux mains du PCI. Dans ces secteurs, la rupture est plus idéologique, étant donné qu'elle porte sur la question des recalages aux examens et sur l'accusation de brigadisme (à Cosenza une section syndicale entière a été expulsée). Le syndicat semble toujours plus décidé à régler les grèves qui ont lieu dans les services (hôpitaux, chemins de fer, etc.) par voie de police, présentant le tout comme une attaque portée aux syndicats autonomes mais s'attaquant surtout en réalité aux luttes spontanées des collectifs de base. A Gênes, 6 dockers qui ont adhéré au Collectif des dockers et qui avaient été militants du PCI ont été « expulsés » du parti bien qu'en réalité ils en aient démissionné depuis longtemps. On cherche ainsi à fabriquer une campagne contre les dockers accusés de ne pas s'être rangés du côté de la défense de l'État.

L'usage de pratiques policières semble assez inévitable du fait que la pratique syndicale est toujours plus antiouvrière ; dans les derniers conflits des grandes industries, cela a atteint des niveaux incroyables ; en pratique, il y a de très nombreuses heures de grève faites pour des objectifs misérables.

A l'intérieur du syndicat, la lutte se déroule toujours plus entre différents partis ; la CGIL, la DC continue toujours plus à se renforcer au détriment de la gauche ; la UIL a été le fer de lance de la campagne contre les ouvriers de l'Alfa.

Le risque aujourd'hui est que la répression laisse toujours plus d'espace aux fractions qui théorisent la fin des luttes d'usine et l'insurrectionnalisme. Ces courants-là ont vraiment causé d'énormes dégâts, étant donné que les formes de sabotage idiotes (incendies, etc.) ne peuvent qu'effrayer les ouvriers et favoriser la logique réformiste qui consiste à centrer le débat ouvrier sur la question de la violence des terroristes et non sur celle des patrons.

Je crois de plus en plus qu'un gros travail de clarification et d'organisation directe des comités ouvriers est nécessaire. On peut présenter cela comme une voie « organisative » mais je ne vois pas d'autre solution à une attaque concentrique menée par le réformisme et le terrorisme.

Cosimo

Aux origines de la Gauche

Lettres de Rosa

« Notre tactique à cette conférence devrait tendre non à rassembler sous un même chapeau toute l'opposition, mais à l'inverse, à dégager de cette bouillie le petit noyau capable d'agir que nous pourrions grouper sur nos positions... Je ne pense pas qu'il faille présenter notre plateforme de telle façon qu'on en fasse une bouillie convenant à tous les palais, sur le modèle de ce qu'il advenait, dans les congrès du parti, des « motions de l'extrême-gauche » « améliorées » par toutes sortes d'adjonctions et modifiées à la suite d'un marchandage répugnant. Elle est au contraire à prendre ou à laisser. C'est-à-dire que nous nous en tenons à ce programme, même s'il est rejeté par la majorité et quand ce serait à l'unanimité » lettre à Léo JOgichès)*8 déc. 1915, à propos de la perspective d'une nouvelle conférence des opposants à la guerre après celle de Zimmerwald*).

1 — *CORRESPONDANCE 1914-1919*

Cet extrait de lettre à Léo Jogichès est tiré du *deuxième volume* de la correspondance de Rosa Luxembourg que les éditions Maspéro (collection Bibliothèque Socialiste n° 33) ont publié dans le courant de l'année derrière. Ce volume est un complément du précédent et il est également le bienvenu car, ainsi que nous l'avions souligné (1), les lettres de « Rosa la Rouge » occupent une place considérable dans son œuvre. Leur mise en valeur jusqu'ici insuffisante, ne peut qu'y gagner avec une telle publication alliant *l'inédit* (lettres découvertes récemment comme celles à Mathilde Jacob par exemple) à *la rectification* (lettres à Sonia Liebknecht restituées dans leur intégralité après avoir été confrontées aux originaux), et proposant aussi *un classement chronologique* (regroupement des lettres publiées dans plusieurs journaux ou revues et de celles adressées aux nombreux et divers correspondants) qui couvre les cinq dernières années de la vie d'une des révolutionnaires les plus décisives de son époque et dont l'apport théorique reste en beaucoup de points d'une grande importance pour analyser aujourd'hui la crise du capitalisme et le mouvement prolétarien (2).

Les correspondants de Rosa Luxembourg sont des ami(e)s de longue date tels que Luise Kautsky, Clara Zetkin, Franz Mehring, Mathilde Wurm, mais il y a aussi des amitiés plus récentes comme avec Marta Rosenbaum, Mathilde Jacob, Sonia Liebknecht, et puis le docteur Hans Diefenbach, l'une de ses principales relations amoureuses depuis qu'elle s'est séparée de Léo Jogichès au lendemain de la révolution russe de 1905, qui sera tué au front en novembre 1917. Ce qui saute aux yeux c'est la prédominance des femmes dans ceux qui entretiennent des rapports épistolaires avec Rosa Luxembourg ; elles ont en commun deux traits caractéristiques qui répondaient aux exigences de celle-ci en effet elles sont toutes *généreuses* et *dévouées !*

Avec la guerre impérialiste, Rosa Luxembourg va de nouveau connaître la prison (elle avait déjà été emprisonnée dans la citadelle de Varsovie en 1906 à la suite de sa participation aux manifestations ouvrières en Pologne) et ce n'est qu'à la fin de celle-ci qu'elle sera libérée définitivement... mais pour marcher vers la mort qui l'atteindra à la sortie de l'hôtel Eden (siège du commandement militaire) environ deux mois plus tard à la suite de l'échec de la Commune de Berlin (15 janvier 1919) ! La majeure partie de ses lettres est donc écrite *pendant sa longue captivité* qui va déterminer en conséquence le contenu et la forme de cette correspondance.

2 — « *L'ENFERMÉE* » :

Dans ses cellules successives, Rosa Luxembourg mena une intense activité théorique. En effet, tous ses écrits à l'image des lettres de cette période portent la marque d'une remise en cause globale. De 5 heures du matin à 9 heures du soir, elle est à sa table de travail. A la racine de cet acharnement, il y a évidemment l'effrondement historique de la social-démocratie et de la IIe en 1914, effondrement prévisible depuis longtemps pour Rosa Luxembourg mais dont la réalisation effective sera pourtant un rude choc ! La captive, à la différence de Lénine, ne va pas se contenter de fustiger les dirigeants traîtres » (le « rénégat Kautsky »), ni dénoncer simplement les tares de l'organisation et de fermer les yeux devant les erreurs des masses elles-mêmes, elle s'efforce de remonter à l'origine de tous les problèmes politiques pour entamer un nouveau départ révolutionnaire sur des bases et des conceptions *radicales.* Ainsi, dans la *Brochure de Junius* où elle analyse la « Crise de la Social-Démocratie », elle déclare : « La guerre mondiale a changé les conditions de notre lutte et nous a changés nous-mêmes radicalement ».

En février 1914, Rosa Luxembourg avait été condamnée pour incitation de militaires à la désobéissance (1an de prison) mais laissée en liberté surveillée en faisant appel. Avec le déclenchement de la guerre, les juges ne ratèrent pas l'occasion d'annihiler la trouble-fête qui en s'opposant à la capitulation de la Social-Démocratie allemande, organisait la résistance d'une poignée de révolutionnaires contre la guerre : son appel fut rejeté en décembre 1914 et son arrestation eut lieu à sa sortie de l'hôpital, à la veille d'un voyage en Hollande, le 18 février 1915 ! Libérée jour pour jour un an après son incarcération à la prison de femmes de la Barnimstrasse, elle reprit de plus belle ses activités « subversives ». Un nouveau prétexte fut utilisé quelques mois plus tard pour la neutraliser en la séquestrant de nouveau. En effet, le groupe « Spartacus » avait organisée une manifestation de protestation le 1e mai 1916 à Berlin au cours de laquelle Karl Liebknecht avait été arrêté. Celui-ci fut condamné à 4 ans de forteresse et le 10 juillet de la même année, le gouvernement impérial sous l'impulsion des chefs de la Social-Démocratie (Ebert et Scheidemann en particulier) mit en « détention préventive » Rosa Luxembourg *par mesure de sécurité d'Etat.* Elle se retrouva à la Barnimstrasse puis fut transférée à la forteresse de Wronke en Poznanie et enfin à la prison de Breslau en 1917 par manque de place. Ses demandes de libération puisqu'elle n'était pas condamnée, furent systématiquement repoussée !

J'ETAIS

Alors, parallèlement à la correspondance officielle, c'est-à-dire celle qu'elle soumettait à la censure des autorités pénitentiaires, Rosa Luxembourg établit *un système clandestin de communication avec l'extérieur.* Ainsi, passèrent en fraude des lettres, des instructions, des manuscrits dont les plus célèbres sont la brochure de Junius, la révolution russe (brouillon dédié à Paul Lévi en septembre 1918), et également les fameuses « Lettres de Spartacus» (3). Il y a bien sûr une différence de ton et de contenu entre les lettres soumises à la censure et celles sorties clandestinement. Mais cependant, la banalité des premières n'est *qu'apparence* car elle révèle des messages secrets grâce à *un code* connu du principal agent de liaison, Mathilde Jacob, et du « maître ès conspiration », Léo Jogichès. Par exemple, une longue énumération de fleurs avec leur nom latin ne traduit pas une passion subite de botaniste le rappel insistant de certaines lectures ou les recommandations pressantes à lire des œuvres bien précises n'indiquent pas simplement des goûts littéraires, les demandes « frivoles » de garde-robe, de chapeaux, de couturière ne sont pas la coquetterie, les brèves allusions à tel ou tel évènement ne sont pas gratuites, tout cela sert à Rosa Luxembourg pour faire passer des renseignements, pour obtenir des documents ou pour attirer l'attention sur les feuilles volantes et les articles communiqués en fraude.

Il est à noter que dans toutes ces lettres, *la correspondance avec Karl Liebknecht est quasiment inexistante.* Il est vrai qu'avant 1914, les rapports entre les deux révolutionnaires étaient très réduits, mais à partir de septembre de cette année-là, leurs liens d'amitié et leur collaboration politique ne cessèrent de se renforcer, et ce jusque dans la mort ! Les chercheurs comme Georges Haupt (décédé récemment) ne sont pas encore parvenus à déterminer si la correspondance Liebknecht-Luxembourg demeure enfouie dans des archives ou si les circonstances extrêmement difficiles ont empêché toute communication écrite entre-eux. Il n'y a donc qu'*une seule* lettre adressée à Karl Liebknecht à la suite de la visite qu'il avait faite à Rosa Luxembourg dans sa prison de Berlin lors de sa première incarcération (fév. 1915/fév. 1916). Cette lettre datée de fin novembre 1915 concerne la discussion et les modifications à apporter aux différents points des « Thèses » du groupe « Internationale ». En conclusion, Rosa

Luxembourg exprime clairement ce qui va être *un de ses soucis essentiels et permanents : mettre au point une plate-forme qui, face à la banqueroute de la Social-Démocratie, démarque nettement les positions révolutionnaires de celles des opportunistes-centristes* (cf. le Parti S-D « Indépendant »). Encore une fois, comme l'illustre également la citation de la lettre à Léo Jogichès mise en tête de cet article, la légende lénino-stalinienne du «centrisme» de Rosa Luxembourg, voire de son « menchévisme », s'écroule littéralement et les auteurs bolchéviks de celle-ci accréditent ainsi parfaitement leurs rôles de falsificateurs et de contre-révolutionnaires :

« *Comme vous avez certainement écrit*

Allemande :

Luxembourg

vos modifications, vous le plus aimable des mortels, en venant me voir, dans le tramway, debout sur la plate-forme avant et que vous n'avez pas de copie, je dois, malheureuse que je suis, recopier également les modifications que j'ai acceptées, ce qui en soi est une bagatelle mais fort difficile dans la hâte qui est la mienne (je ne peux écrire en « ésotérique » que quelques heures, tard le soir). Comment pouvez-vous penser que je sois fâchée ? J'ai écrit cette carte parce que c'est pour moi véritablement une souffrance que de pouvoir parler sans pouvoir le faire réellement ! Pour moi, il est évident et absolument indispensable que nous nous serrions les coudes en tout. S'il y a parfois de petites divergences, elles sont même nature que les conflits qu'un homme politique peut avoir avec lui-même dans les situations compliquées. Que les Thèses paraissent comme notre plate-forme commune a été dès le début mon souhait le plus formel. Faites-moi seulement savoir tout de suite si nous avons tout éclairci. Et ne permettez à quiconque (sauf nos amis les plus proches), ne permettez ni aux Georg ni aux Strôbel (4) d'y changer le moindre mot ! *Vous paraissiez aujourd'hui quelque peu accablé. Cela m'a fait mal. Préservez coûte que coûte votre optimisme ensoleillé. Du courage, ça ne se passera pas trop mal* ». (éd. Maspéro, p.112, souligné par nous).

3 — LA REVOLUTION ET LA MORT :

Dans une lettre à Marta Rosenbaum (8 février 19174, Rosa Luxembourg avait pressenti le processus révolutionnaire qui allait éclater en Russie : « *... L'histoire sait toujours s'en tirer quand la situation semble la plus désespérée. Ici je ne laisse pas parler une sorte de fatalisme commode tout au contraire ! Il faut savoir aiguillonner à l'extrême la volonté des hommes, et il s'agit de lutter consciemment de toutes ses forces. Mais je veux dire que le succès de l'action consciente sur les masses dépend, maintenant où tout semble si désespéré, des ressorts élémentaires profondément cachés appartenant à l'histoire. Je sais par l'expérience historique, et aussi*

JE SUIS

par mon expérience personnelle en Russie, que c'est précisément quand tout paraît absolument sans issue et lamentable à l'extérieur que se prépare déjà un complet renversement de la situation, qui en sera d'autant plus violent. D'ailleurs, ne l'oubliez jamais : nous sommes liés aux lois de l'évolution historique, et celles-ci ne se démentent jamais, même si elles ne suivent pas exactement le schéma que nous avions tracé. Donc, en tout cas : garder la tête haute et ne pas laisser le courage flancher » (p. 176).

La fin de la guerre impérialiste et le début du processus révolutionnaire en Allemagne cette fois entraînèrent la sortie de prison de Rosa Luxembourg. Après l'amnistie du 23 octobre 1918 qui provoqua la libération de Karl Liebknecht, ce fut en effet son tour le 8 novembre, la veille de l'abdication de l'empereur Guillaume II et de la proclamation de la « République Socialiste » par Liebknecht lui-même ! Aussitôt, elle fut prise dans le tourbillon des évènements révolutionnaires et de l'activité politique. Arrivée à Berlin, elle va mener une vie haletante car la « Rote Fahne », l'organe de la Ligue Spartacus, devient quotidien ; elle en est élue responsable pour sa rédaction et elle doit donc écrire de nombreux articles pour analyser la situation. De plus, les réunions de groupes et les meetings de masses se succèdent à une cadence accélérée.

Tout va se précipiter et *la période de vie de Rosa Luxembourg hors des prisons va être extrêment courte !* En effet, pour tenter d'enrayer la « menace » que représentent les « Conseils d'Ouvriers et de Soldats » et l'action des Spartakistes en leur sein, la Social-Démocratie au pouvoir avec le gouvernement Ebert-Scheidermann *va la prendre comme cible de toutes ses attaques.* Elle ne loge plus chez elle, elle doit passer d'un hôtel à l'autre sous un faux nom : la traque mortelle a commencé!

Après la constitution du Parti Communiste Allemand (K.P.D.) le 1er janvier 1919 par la fusion entre la Ligue Spartacus et les Gauches Communistes (I.K.D.) en particulier), la dynamique propre des masses entame l'affrontement ouvert contre le gouvernement. Pendant une semaine, les combats de rue vont être sanglants. Mais les troupes de Noske, mieux préparées, l'emportent. C'est l'échec provisoire de la révolution sociale. L'affiche d'Ebert-Scheidemann du 9 janvier proclamait : « Sous peu, Berlin sera délivré de ces canailles sanguinaires ! ». Et, non satisfaite des nombreux cadavres d'ouvriers qui jonchent les pavés, la Social-Démocratie *organise de véritables pogroms :* délations filatures, arrestations, exécutions sommaires. Ce qui reste de révolutionnaires est pourchassé avec une haine qui n'a d'égale que la fureur qui l'anime. La campagne d'insultes contre « Rosa la sanglante », cette « méprisable femme, juive et polonaise » (!) *redouble d'intensité.* Le soir du 15 janvier, à 20 heures, après qu'ele ait publié la veille dans la « Rote Fahne » son fameux article « L'ordre règne à Berlin » qui se termine par le vers extrait du poème « La Révolution » de F. Freiligrath : « J'étaits, je suis, je serais !», Rosa Luxembourg qui avait été l'objet d'une tenace filature de mouchards, est arrêté chez des amis à Willmersdorf en compagnie de Karl Liebknecht. *Leur sort était réglé d'avance :* après un interrogatoire-bidon au siège du commandement militaire à l'hôtel Eden, ils sont promptement massacrés à la sortie avant de pénétrer dans la voiture qui devait les emmener ! Les assassins, exécutants du gouvernement Social-Démocrate, des chasseurs de la garde — officiers et soldats — du régiment Reinhard, poussèrent même leur haine jusqu'à tenter de faire disparaître le cadavre de Rosa Luxembourg qui fut jeté dans la Spree et qui resta introuvable pendant des mois.

D'autres révolutionnaires réussirent à échapper aux poursuites et à la mort. Pour Léo Jogichès (5), ce fut grâce à son habitude de la clandestinité, mais malheureusement cela ne dura que deux mois car en mars 1919, la contre-révolution qui le recherchait particulièrement finit par le découvrir. Sous le prétexte d'une « tentative de fuite », il subit le même sort que Karl et Rosa.

Quatre jours avant sa mort, Rosa Luxembourg avait envoyé *une lettre à Clara Zetkin* qui exprimait non seulement sa profonde confiance vis-à-vis du développement du Parti communiste Allemand, mais aussi face aux craintes et aux désaccords de celle-ci — en particulier sur la non-participation aux élections (comme Rosa Luxembourg, elle était pour la participation aux élections) — *sa parfaite acceptation du débat de tendance dû à la fusion et du dépassement des divergences grâce au « progrès du mouvement »:*

« *Très chère Clara. J'ai reçu aujourd'hui ta longue lettre, j'ai pu la lire enfin à loisir et, ce qui est encore plus incroyable, je peux y répondre. C'est qu'on ne saurait décrire la vie que je — que nous menons ici depuis des semaines, le tourbillon, le changement perpétuel de domicile, les nouvelles alarmantes continuelles, et, au milieu de tout ça, un travail épuisant, des réunions... A la lettre, je n'ai pas eu le temps de t'écrire ! Je ne vois mon appartement que de temps à autre pour deux ou trois heures, la nuit. Peut-être vais-je aujourd'hui réussir à t'écrire une lettre. Seulement, je ne sais pas par où commencer, tant j'ai de choses à te dire. Avant tout donc, la question de la non-participation aux élections : tu surestimes énormément la portée de cette résolution. Il n'y a pas de partisans de Rühle* (6). *a la conférence, Rühle n'a pas été du tout un « leader ». Notre « défaite » n'a été que la victoire d'un extrémisme un peu puéril, en pleine fermentation, sans nuances. Mais ce n'a*

JE SERAI

été que le début de la conférence. Au cours de celle-ci, le contact s'est établi entre nous (la Direction centrale) et les délégués, et lorsque dans mon rapport je suis revenue brièvement sur la question de la participation aux élections, j'ai senti une tout autre résonance qu'au début. N'oublie pas que les spartakistes sont, pour une bonne part, une génération neuve, sur qui ne pèsent pas les traditions abrutissantes du « vieux » parti, qui a fait ses preuves », et il faut accepter le fait avec ses lumières et ses ombres. Nous avons décidé à l'unanimité de ne pas faire de ce point une question essentielle et de ne pas le prendre au tragique. En réalité, les évènements actuels, qui se précipent, rejettent tout à fait au second plan la question de l'Assemblée Nationale, et, si les choses continuent comme à présent, il semble fort douteux qu'on ait des élections et une Assemblée nationale. Tu portes sur la question (je veux dire sur le caractère tragique de cette résolution) un tout autre jugement que nous parce que tu n'as malheureusement pour l'instant pas de contacts avec nous, que tu ne sais pas les détails, ou plutôt que tu ne sens pas la situation comme on la connaît, par impressions directes. Mon premier mouvement, quand j'ai lu ta lettre et ton télégramme sur la question des élections, a été de te télégraphier : viens ici le plus vite possible. Je suis sûre qu'il suffirait que tu passes une semaine ici et que tu participes directement à nos travaux et discussions pour qu'un accord total soit établi entre nous sur les grandes et les petites questions. Mais je me vois contrainte de te dire au contraire : attends encore un peu, pour venir, que nous ayons des jours un peu plus tranquilles. Vivre dans ce tourbillon et ce danger de chaque heure, avec des changements de domicile, cette presse et ces poursuites, cela ne te vaudrait rien et surtout il n'y a absolument pas moyen de travailler correctement ni même seulement de discuter. J'espère que, d'ici une semaine, la situation sera plus claire, dans un sens ou dans l'autre et qu'il sera de nouveau possible de travailler régulièrement. Alors ta venue ici serait le début d'une collaboration systématique d'où résulteront tout naturellement échanges de vues et accord. Nota bene : nous n'avons accepté dans nos rangs aucun « borchardien ». Au contraire, Borchardt a été éjecté par les « communistes internationalistes », et cela à notre demande. Les « communistes » étaient pour l'essentiel des Hambourgeois et des Brêmois : cette acquisition a sans doute des inconvénients, mais ce sont là en tout cas des points secondaires, sur lesquels il faut passer et qui se régleront avec le progrès du mouvement. *Au total, notre mouvement se développe magnifiquement et dans tout le Reich. La séparation d'avec l'USPD était devenue absolument nécessaire, pour des raisons politiques, car, si les hommes sont toujours ceux qu'ils étaient à Gotha (Congrès de fondation de l'USPD en 1917), la situation, elle, est aujourd'hui tout à fait différente. Les crises politiques violentes que nous vivons ici, à Berlin, toutes les deux semaines ou même plus souvent, gênent considérablement la mise sur pied d'un travail systématique de formation et d'organisation, mais elles constituent en même temps un admirable enseignement pour les masses. Et en fin de compte il faut bien prendre l'histoire comme elle se déroule...*») *le 2/1/1919, p. 371, 72 et 73, souligné par nous).*

PANNEKOEK, AUTOGESTION, PARTI+CONSEILS OUVRIERS

PANNEKOEK — comme *MARX, BAKOUNINE* et d'autres — fait partie de ces personnages mythiques qui servent d'alibis à toutes sortes d'idéologies ; et trop souvent, toute attitude à leur égard n'est déterminée que par rapport à ce mythe construit de toutes pièces : tandis que les uns ne trouveront quedes critiques aigries à faire, les autres écriront de l nrs twytes dythyrambiques. Le texte de BRICIANIER paru dans le n° de février-mars 1978 de la revue Spartacus, appartient à cette dernière catégorie des louanges forcenées. Que *PANNEKOEK* n'ait écrit qu'en fonction de son époque devrait pourtant faire partie de ces banalités de base sur lesquelles il n'y a plus à revenir ; or, bien que *BRICIANIER* parle de *« conditions forcément changées du capital. »*, il considère l'acquis de *PANNEKOEK* comme positif *« en ce qui concerne les conditions les plus générales des luttes de classes de notre époque. »*. Passant outre les échecs successifs du prolétariat, et donc des conseils ouvriers comme forme organisationnelle, la facilité consiste en effet à inscrire *PANNEKOEK* dans les théoriciens-du-prolétariat ; mais c'est sans compter que le prolétariat n'a ni culture ni idéologie, qu'il est tout simplement la critique en acte. Détruire radicalement le capitalisme et construire la vie passe par cette critique sans complaisance des conseils ouvriers ; c'est ainsi que j'envisage le texte qui suit, non comme une analyse théorique et érudite de plus du passé. Pour cela toutes les armes me sont bonnes.

J'ai écrit à Spartacus parce que je pense que ceux qui se regroupent autour de la revue ne font pas partie de ces groupes et individus qui justifient leur sclérose derrière des étiquettes telle que celle de « révolutionnaire » que je méprise entre toutes. Rien d'étonnant à ce que le myhte, l'immuable oppose des résistances très fortes au mouvement, à la vie ; mais ce qui m'étonne c'est la force que possèdent encore dans le prolétariat toutes ces vieilleries, gardes-fous de la mort. La priorite donnee a l'action politique par les marxistes, et à l'action économique par les syndicalistes révolutionnaires, fait partie de ces gadgfets poussiéreux qu'il est grand temps de jeter aux orties ; ce sont deux mêmes manières d'envisager le monde restrictivement. Comment la vie pourrait-elle se laisser enfermer dans des catégorisations qu'elles quelles soient ? La théorie ramenée à ses variantes politiques et économiques est déjà de l'idéologie et ne peut qu'être en retard sur la pratique réelle, c'est ce que devrait nous enseigner la facilité avec laquelle s'est imposé le capital en période révolutionnaire ; n'est-ce pas à cause de cette idéologie politicienne que les partis politiques ont pu s'imposer avec tant de déconcertante facilité dans les conseils ouvriers en Allemagne en 1920-21 ? (1)

On ne peut se limiter qu'à une critique de principe à propos du rôle que *PANNEKOEK* envisage de voir jouer aux théoriciens si on n'aborde pas cette conception politique de la révolution chez PANNEKOEK et ses contemporains. En effet, si le processus de conscientisation est politique comme le prétendent *PANNEKOEK* et les ultra-gauches (encore actuellement comme on peut le lire dans la plateforme de Révolution Internationale), une éducation de la classe qualifiée de révolutionnaire est nécessaire ; et cette éducation, politique bien entendu, va être prise en main par les groupuscules qui s'agitent autour d'elle. Que ces groupuscules ne soient pas des partis, comme *PANNEKOEK* l'écrit, ne change rien à l'affaire ; ces groupuscules ont malgré tout la tâche de guider le prolétariat, de donner aux ouvriers les moyens de choisir leur voie ; et pour ce faire, « (...) *il faut aller aux ouvriers* (...) » écrit-*PANNEKOEK* en 1953 (2). Et même quand il écrit à *CASTORIADIS* dans une deuxième lettre peu de temps après : « (...) *les travailleurs seront des millions guidés par l'expérience de toute une vie d'exploitation dans un travail productif.* », il pense que leur expérience ne leur permettra que de discerner l'avis le mielleur parmi ceux que donneront les multiples théoriciens présents au sein des conseils ouvriers (en 1920, PANNEKOEK n'écrivait-il pas que le parti communiste doit s'appuyer sur des principes clairs pour prétendre à la direction de la révolution ? (3).

Ainsi, pour étrange que cela puisse paraître, PANNEKOEK rejoint les léninistes et les bordiguistes dans la division qu'ils établissent entre ceux qui pensent et ceux qui agissent ; il aurait pu déjà écrire : « (...) *c'est la théorie en tant qu'intelligence de la pratique humaine qui doit être reconnue et vécue par les masses.* » (4). Ainsi donc est élaboré un système où l'existence des théoriciens est justifiée par l'importance d'une théorie dont ils sont les détenteurs — qui n'est plus le produit direct de la pratique des masses elles-mêmes, mais de la théorisation de leur pratique passée par des intellectuels ; laissant de côté leur propre vécu, et par là-même la réalité, ces théoriciens ne font qu'appliquerdes schémas tout faits et passablement vieillis à une réalité qu'ils ne savent pas reconnaître. Ainsi, si effectivement PANNEKOEK dénonce les dirigeants comme contre-révolutionnaires, c'est d'un point de vue qui laisse présager de ce que seront les nouveaux dirigeants : ceux qui espèrent faire agir les masses à l'intérieur d'un système théorique et pratique plus ou moins bien élaboré. L'idéologie devient sujet d'étude d'elle-même et la conscience est amenée à tourner toujours en rond, séparée de l'action et colonisée par la politique.

Comme il était proche des thèses léninistes dans sa manière d'aborder l'existence des théoriciens, PANNEKOEK est proche des thèses social-démocrates en perpétuant la vieille croyance ne la connexion directe entre savoir et pouvoir. (5) Quant à la notion même de prolétariat, ce concept opératoire de tous les gangsters de la politique, elle doit, elle aussi, subir un bon dépoussiérage : contrairement à ce que ces gangsters voudraient, le prolétariat n'a pas une existence fixée pour l'éternité, et n'est surtout pas une classe sociologique — les ouvriers par exemple — mais une classe unie dynamiquement dans la destruction du capital et amenée à se détruire elle-même ; et, en ce sens, les conseils ouvriers sont donc toujours une organisation capitaliste du fait même qu'ils organisent des ouvriers ! La confusion est trop fréquente entre prolétaire et ouvriers pour qu'elle soit seulement due au hasard ; elle a son utilisé en ce qu'elle permet d'invoquer sans cesse une classe ouvrière qui a besoin du capital pour vivre. Mais c'est justement compter sans les prolétaires qui pour vivre, eux, sont obligés de détruire le capital.

OUVRIERS ET PROLÉTAIRES

Cette confusion entre ouvriers et prolétaires a même plus qu'une simple utilité invocatoire ; elle reflète l'exacte vision des choses de tous les idéologues. En effet, ces derniers n'envisagent *la révolution que comme un changement de gestionnaires* : les ouvriers remplacent les dirigeants et le capital disparaît ! Les conseils ouvriers — qu'ils se nomment soviets en Russie ou collectivités en Espagne — n'ont été avant tout que les organes d'une gestion plus rationnelle du capital, et les capitalistes reprenant en main le pays n'ont eu qu'à poursuivre l'œuvre si bien commencée par les révolutionnaires. Prenons pour exemple les industries collectivisées de l'Espagne de 1936-1939 ; d'après V. Richards (6), ces industries collectivisées se pliaient, tout comme n'importe quelle entreprise capitaliste, aux lois de l'offre et de la demande, aux lois du marché telles qu'elles existent dans le monde capitaliste. Que ceci puisse s'expliquer par l'isolement de la révolution espagnole ne doit pas nous faire oublier le poids du capital dans les pratiques mêmes des prolétaires, comme les écrits des ultra-gauches et des anarchistes de l'époque le rappellent indirectement : « *En régime communiste, la démocratie prolétarienne a des bases exactement contraires. Elle est fondée en effet sur une production non plus privée mais collective.* » écrit PANNEKOEK en novembre 1938 (7).

Et c'est dans la même perspective d'une organisation plus rationnelle de la société que PANNEKOEK écrit aussi : « *Les*

(Suite de la page 9)

Notre génération révolutionnaire, contre tous ceux qui encore aujourd'hui prétendent « détenir la vérité » et être « le squelette » (!) du futur « Parti de masse » de la révolution, peut puiser chez Rosa Luxembourg *à la fois* cet indispensable anti-dogmatisme et cette nécessaire volonté de clarification des positions politiques pour intervenir au sein du mouvement prolétarien et pour constituer une organisation communiste.

Guy SABATIER (Juin 78)

(1) Cf. « Vive la lutte » — lettres de Rosa Luxembourg — L'évolution d'une opposition de gauche au sein de la social-démocratie et de la IIe Internationale, article dans *la revue Spartacus n° 3* (juillet/août 76).

(2) Dans *la cahier Spartacus* : *« Rosa Luxembourg et sa doctrine »* (série B n° 80), nous avons essayé de mettre l'accent sur les centres d'intérêt généraux de cette correspondance de Rosa Luxembourg par rapport à son évolution politique (Cf. chap. 2 « La vie et les sentiments d'une militante révolutionnaire »).

(3) Cf. *« Rosa Luxembourg : Contre la guerre, par la révolution »*, cahier Spartacus (série C, n° 7).

(4) *Georg Ledebour* (1850-1947) était un des dirigeants du groupe social-démocrates qui refusa de voter les crédits de guerre en 1915 et qui allait former le Parti « Indépendant » (USPD) en 1917. Depuis août 1914, il s'était montré très réticent vis-à-vis des propositions d'opposition active à la guerre que lui avaient soumises Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. *Heinrich Ströbel* (1869-1945) fut également un social-démocrate indépendant en 1917 ; il était journaliste au « Vorwarts » entre 1900 et 1916 et député à la Diète de Prusse depuis 1908.

(5) *Sur Léo Jogichès*, ce grand révolutionnaire méconnu en tant que tel et uniquement mis en valeur par le biais de sa liaison avec Rosa Luxembourg, *un ouvrage est en préparation* il sera un préalable à un travail d'ensemble sur la Gauche Polonaise ; en attendant, à ce propos, on peut consulter *l'annexe* de la brochure *« Les racines d'octobre 1917 »* Spartacus, série A, n° 50)

(6) *Sur Otto Rühle*, il existe le texte de Paul Mattick « Otto Rühle et le mouvement ouvrier allemand » paru à la suite de la brochure de ce révolutionnaire lui-même, *« Fascisme Brun, Fascisme Rouge »* (cahier Spartacus, série B, n° 63)
A lire pour avoir une vue d'ensemble *« Les fractions révolutionnaires dans la Gauche Allemande »* de C. Michel (revue Spartacus n° 6, juin-juillet 77).

travailleurs intellectuels — médecins, professeurs, artistes forment leurs propres conseils, lesquels décident collectivement des questions les concernant. » (8) Point de changement de l'organisation sociale donc, mais simplement une manière différente d'organiser des choses identiques ; pourquoi n'y aurait-il pas des conseils de soldats et de policiers ? L'aberration est de taille ! Et pourtant de prétendus révolutionnaires n'hésitent pas, faisant fi des décennies passées depuis les premiers écrits sur les conseils ouvriers, à écrire les mêmes choses ; ainsi, pour GASTORIADIS, l'autogestion c'est » (...) *la gestion effective de la production par la collectivité des producteurs.* » (9). Quand on sait combien on travaille plus et mieux quand on se sent responsable d'une entreprise quelconque, on peut, sans risque de se tromper, prédire encore de longs jours à vivre au capital.

Considérant le socialisme comme la gestion collective de la production, il est bien naturel que le travail, une fois de plus, devienne la mesure des êtres humains ; et c'est ainsi qu'à la suite de MARX, et que comme dans la société capitaliste : « *Dans une société sans exploitation comme la société communiste, le seul étalon pour déterminer la consommation individuelle sera la force de travail fournie par chacun à la société.* » (10) ; et l'être humain se retrouve de nouveau robotisé, uniquement considéré comme une force de travail ; rien de changé, comme on le voit, mis à part la nouvelle justification du capital. Assimilant fréquemment le capitalisme et la bourgeoisie, PANNEKOEK et ses contemporains pensent qu'il suffit de supprimer les dirigeants pour supprimer le capital ; ils pensent que la plus-value a besoin de la bourgeoisie, alors qu'elle ne puise sa force que dans les ouvriers. La bourgeoisie et la bureaucratiene lui sont utiles qu'à un certain moment de son cycle de reproduction, pour lui conférer une légitimité politique, mais dès que cette légitimité vit d'une existence propre, le capital tend à s'autonomiser par rapport à ces classes, se dirigeant ainsi vers l'exploitation de l'homme par un système tout entier. Ainsi, les conseils qui devraient être le lieu où s'élaborent une activité collective de destruction du capital, seul obstacle à la réalisation de l'être humain, ne sont dans cette perspective qu'une manière plus raffinée d'organiser l'aliénation de l'homme.

Comme je l'ai exposé depuis le début donc, les divergences entre les ultra-gauches hollandaises et allemandes d'une part et les sociaux-démocrates et les bolchéviks d'autre part sont plus apparentes que réelles. Bien que cela puisse paraître paradoxal, le sujet principal de leurs divergences — le problème de l'organisation — nous le prouve. En effet, les uns et les autres font de l'organisation un but en soi et par là ne font qu'opposer deux institutions l'une à l'autre : les conseils ouvriers face aux partis. C'est en 1920, en Allemagne, que ces tentatives d'institutionnaliser les conseils ouvriers a culminé avec la création de l'AAUD-E (II). Mais en définitive, les uns comme les autres visent à un statu-quo ; la forme conseil — comme la forme parti pour les sociaux-démocratiques et les bolchéviks, et la forme syndicat pour les syndicalistes révolutionnaires — est présentée comme la forme achevée de l'organisation de ceux qui ne seront encore que des producteurs, dans le communisme ; pour ces théoriciens, l'autogestion est opposée à la gestion par en haut d'une aliénation exactement identique, et même chez les bakouninistes espagnols le temps est passé sur BAKOUNINE qui écrivait en octobre 1842 : « *La volupté de détruire est en même temps une volupté créatrice.* » (12). La volupté est laissée au grenier en attendant des jours qu'on nous promet meilleurs et chacun est invité à se sacrifier toujours plus pour la patrie des travailleurs. Cette idéologie de la mort a une telle emprise qu'un ouvrier a même dit à G. LEVAL en 36-39 : « *Maintenant je peux mourir, j'ai vu réaliser mon idéal.* » ! ! (13).

PAULO

(1) Les conseils ouvriers en Allemagne, brochure Vroutsch.
(2) Lettre du 8 novembre 1953 cité dans L'expérience du mouvement ouvrier, 10-18, CASTORIADIS, tome II.
(3) Cité par BRICIANIER dans son anthologie dans la collection EDI, p. 169.
(4) La société du spectacle, G. DEBORD, thèse 123.
(5) Cf. brochure Vroutsch, p. 124.
(6) Cf. le chapitre sur les industries collectivisées dans l'Enseignements de la révolution espagnole, 10-18, VERNON RICHARDS.
(7) Cité par BRICIANIER dans son anthologie, p. 278.
(8) Cité par BRICIANIER, p. 137 de son anthologie.
(9) CASTORIADIS, dans L'expérience du mouvement ouvrier, t. II.
(10) Article de WAGNER en juin 37 cité dans La contre-révolution bureaucratique, 10-18, p. 235.

Pourquoi un journal ?
des femmes libertaires

Au milieu du grand déballage de revues féministes de ces derniers mois, avec lequel l'on pourrait presque reconstituer, à travers le filtre « féministes », le puzzle des idéologies qui traversent la société d'aujourd'hui il faut signaler un heureux événement : la naissance d'un journal de femmes libertaires, *COLERES*.

L'éditorial (reproduit ci-dessous) fait en peu de mots de plus de clarté que bien des discours...

Un bol d'air frais !

NICOLE

MAI 79 5 50F

conque, comme ceci s'est produit dans les groupes femmes créés par des militantes des organisations gauchistes (trotskystes ou particulier). Trop souvent dans ces cas le groupe femme n'était qu'un moyen de faire passer dans un secteur de plus, la ligne d'une organisation. Cette conception est radicalement opposée à celle d'un groupe femme libertaire.

Nous ne nous reconnaissons donc pas dans l'expression actuelle du mouvement des femmes. Si nous ne nous sommes pas exprimées plus tôt, c'est que la culpabilité de briser la "solidarité féminine" nous a enfermées dans le silence. La culpabilisation fait partie de la domination, nous ne voulons plus de ces rapports.

Nous ne nous reconnaissons pas dans un mouvement qui demande les Assises pour les violeurs ; notre lutte pour la libération passe par la lutte contre toute institution répressive et patriarcale, et non par le renforcement de celle-ci.

Nous ne nous reconnaissons pas non plus dans un féminisme restrictif, qui, au nom de la lutte pour abolir notre condition d'opprimée, nous enferme dans notre condition de femme ; nous en avons marre de l'éternel antagonisme politique/féminisme, comme quoi, la politique ayant toujours été vécue à la "chose" des mecs - l'accès des femmes n'y était possible qu'en reproduisant les comportements masculins - les féministes ont désinvesti ce terrain (excepté les assoiffées de pouvoir comme Giroud ou Halimi, mais nous ne parlons pas ici de la politique parlementaire), au lieu de se le réapproprier ... autrement.

Il nous reste donc beaucoup à inventer. Ce journal pourrait être un lieu de débats, d'échange d'expériences et d'initiatives de toutes celles qui se reconnaissent dans cette recherche.

Il importe de préciser pourquoi nous faisons un journal, et comment nous nous situons par rapport au mouvement des femmes, les deux questions étant liées.

On trouve en France en ce moment une pléthore de publications féministes ; alors quel est notre projet : un journal de plus dans le grand concert, discordant parfois, des voix féministes ?

Ce n'est pas notre intention. La presse féministe reflète ce qu'est devenu le mouvement : on y trouve le féminisme intégré et récupérateur (F comme femme) le féminisme détaché de toute lutte, monopolisé par les intellectuelles du mouvement, qui parlent, écrivent sur/pour les femmes, et quelques reliquats de la main-mise des groupuscules gauchistes sur le mouvement des femmes.

Mais nous pensons que cette presse ne reflète pas totalement ce qu'il est convenu d'appeler le "mouvement des femmes" ; en effet, si comme il est dit plus haut, cette presse correspond au fait que l'expression "officielle" du mouvement des femmes est tenue en main par les intellectuelles (venues pour la plupart du ou au maoïsme), la réalité de ce mouvement est autre. Dans beaucoup de groupes femmes on constate qu'une sensibilité libertaire existe, se développe ; de ce courant pas ou peu d'expression. Nous souhaitons que ce journal soit une tribune, un outil pour l'expression de cette sensibilité libertaire qui va croissant, un lieu de débat pour celles qui luttent pour leur autonomie, et aussi pour l'abolition de toute hiérarchie, de tout pouvoir.

Nous nous définissons comme libertaires, c'est à dire que pour nous il n'est pas question - il n'est pas possible non plus - d'adopter une attitude qui consisterait à faire passer une "ligne politique" quel-

LA JEUNE TAUPE

Au sommaire : du n° 21 (juin-juillet 78). 5 F.

— Les impératifs du capital français dans la Guerre économique.
— Argentine 1978 : Vive le Sport !
— Mineurs américains : Patronat et Syndicat contre le spectre de la grève sauvage.
— Autonomie Ouvrière, Terrorisme et Violence de classe.
— Actualité de Mai 68 (2).
— Correspondance avec « Révolution Internationale » et « Combat pour l'Autonomie Ouvrière ».

PLATE-FORME POUR UNE INTERVENTION COMMUNISTE (nouvelle édition avec modifications) : 2 F.

Correspondance : Jeune Taupe, 47, rue St-Honoré, 75001 Paris.

Abonnements ou réglements au nom de E. Harbi, C.C.P. La Source n° 34.709.15 (Abonnement : 35 F.).

Claude Berger

Autopsie de la « Nouvelle philosophie »

I LA NOUVELLE PHILOSOPHIE EST MORTE !

« *Les nouveaux philosophes, ça n'existe pas* ». C'est une exclamation d'André Glucksmann qui ne supporte plus que Krivine lui accole l'étiquette (1). » *La nouvelle philosophie, c'est fini* » proclame de son côté le maître d'œuvre Bernard Henri Lévy.

Si « c'est fini », sans doute a-t-il fallu que « ça » existe avant de mourir ! Glucksmann le nie : « *Ce sont les médias qui ont lancé l'affaire, ce n'est pas nous* », mais Lévy ne le nie qu'à moitié : « *Il est vrai que c'est moi qui ai inventé le mot... en revanche, ce sont nos adversaires qui ont inventé la chose* », mais il admet quand même un peu plus qu'une complaisance vis-à-vis des appareils de publicité : « *je préfère* dit-il les *vertus des grands médias de masse à celles des partis et des églises* » (2).

Plus qu'un aveu, il s'agit d'un acte manqué : l'expression peu consciente d'elle-même de l'équivalence de l'exercice du pouvoir de l'idéologie par les moyens traditionnels des marchepieds de l'État (les partis et les églises) et par ceux du marché.

Les moyens de l'État et ceux de la marchandise forment bien un couple complémentaire dans toute société de salariat qu'elle soit d'Ouest ou d'Est. Contester l'emprise idéologique des premiers pour s'accomoder des seconds ne fait donc qu'agiter une querelle de famille. Même chose pour la dénonciation des totalitarismes étatiques des pays de l'Est et de leurs potentiels dans la gauche et l'extrême-gauche ici. Dans la mesure où les ex-« nouveaux philosophes » n'ont pas vu et n'ont pas voulu voir que les pays dits socialistes n'ont rien de socialiste, qu'ils ne sont purement et simplement que des capitalismes d'État, c'est-à-dire une forme appropriée du développement du capital dans les pays autrefois impériaux, utilisant la coercition et le bourrage idéologique pour imposer la condition d'esclaves salariés aux exilés de la terre, ils n'ont pu voir la profonde parenté et la dépendance des sociétés de salariat entre elles. Qu'elles soient de libre entreprise, qu'elles soient fascistes ou « communistes » c'est-à-dire léninostaliniennes.

De ce fait, leurs dénonciations des mythologies de la gauche et de l'extrême-gauche n'ont trouvé comme lieu d'émission que le lit douteux de la société libérale. Ou dite telle parce qu'elle tue en faisant mine de respecter les formes humanitaires et la liberté de circulation des individus sur le libre marché du travail. Ou encore la libre circulation des idées dans le domaine de la concurrence idéologique. Cette parenté entre les diverses sociétés de salariat, inaperçue par les « nouveaux philosophes » et leur préférence pour les moyens du marché a profondément vicié leurs querelles avec leurs détracteurs de gauche et d'extrême-gauche. Fait grave, si les «'nouveaux philosophes » ont eu une vogue, ce n'est pas tant pour leurs idées, elles sont vieillottes et pauvrettes : un idéalisme primaire et bientôt l'appel au mysticisme. Leur dénonciation du goulag ? Elle n'a pas le mérite de la nouveauté. Toujours utile, elle n'a pas retrouvé le terrain de la critique radicale depuis longtemps cultivé par d'autres : Rhüle, Souvarine, Ciliga, Voline etc... L'équivalence du fascisme et des pays dits « communistes » ? D'autres également l'ont avancée — et radicalement — qu'ils n'ont pas cru bon de nommer à moins que ce ne soit comme je le crois sous le coup de l'ignorance propre aux transfuges récents et naïfs.

Alors le succès tient-il aux médias ? Certes, mais si les médias ont pu lancer la marque, le moment en était sans doute opportun. Produit idéologique socialement nécessaire ! Non pas seulement parce que le pouvoir en place pouvait s'en servir — il ne s'en est pas gêné — mais parce que le produit — comme toute idéologie — a fonctionné à la fois comme expression de sentiments répandus — de type libertaire ou anti-mythologique — et ensuite comme détournement de ces sentiments vers les impasses de la résignation et du mysticisme.

Annonce 1978 : Capitalisme d'État, musclé, cherche homme petite idéologie socialiste pour liaison longue durée

De 1968 à 1978, aux explosions incontrôlées des masses font suite une série d'éboulements qui semblent leur répondre : les mythologies politiques se meurent. L'URSS, la Chine, Mao, Cuba, le Vietnam ne font plus recettes dans « la panoplie révolutionnaire ». « Nouvelles frontières » et ses charters fait triompher lui aussi le marché sur les idéologies qui fleurissaient au Quartier Latin. Confusément pour beaucoup, le système capitaliste apparaît universel sous des pouvoirs différents. Ici les capitalistes privés et leurs États. Là-bas, la bureaucratie du Parti qui négocie les bons accords avec les anciens impérialistes, une fois les rapports de force instaurés. Le combat « anti-impérialiste », fer de lance du gauchisme, se trouve soudain relativisé. Chômage du militantisme, les mythologies s'effondrent à l'extérieur mais aussi sur le front intérieur. Le germe d'auto-émancipation des masses surgi en 1968 s'est heurté aux appétits et aux manières désuètes, inadaptées, appropriatrices — bassement — et finalement dérisoires de la gauche et de l'extrême-gauche. Les espoirs de guérilla populaire de la G.P. font déjà rétro. Qui croit encore à la construction du « *grand parti révolutionnaire qui ne trahira pas* » ? Qui a cru vraiment à l'alliance entre une social-démocratie à peine fardée d'« autogestion », plus à l'aise avec les cadres et les chefs d'entreprises qu'avec les travailleurs et se croyant déjà à la tête de l'État, avec un Parti Communiste encore borné aux vieilles recettes en faillite du capitalisme d'État ? Péniblement construite, la mythologie du Programme Commun conçue par la gauche pour que plus jamais le mois de Mai n'invalide le Parlement, est morte à peine née. Le martèlement par les médias n'y a rien fait. Le scepticisme et le doute s'affichaient plus que l'enthousiasme réservé aux militants en cartes, aveugles face aux processus sociaux réels comme à l'ordinaire.

Fin des croyances, fin des mythes, profond sentiment du peu de différence entre l'Est et l'Ouest hormis la coercition ouverte, entre la gauche et la droite pour gérer le capital, obéir aux « contraintes » de l'économie de marché et finalement exploiter et opprimer les travailleurs, dégoût profond du militantisme mystificateur et aliénant et pour finir pessimisme, on retrouve tout cela exprimé dans la nouvelle philosophie. En soi, c'est un indice de santé. On pourrait même se réjouir que des récents auteurs de ce type de mystification idéologique tels Glucksmann idéologue « marxiste/léniniste » du genre maoïste et Lévy, directeur éphémère d'un journal de gauche (« L'Imprévu »), quittent le bateau désormais en perdition. Par contre, la fonction de détournement du potentiel critique de l'opinion sociale par les nouveaux philosophes est moins réjouissante. Le détournement idéologique opère toujours dans le même sens. Il empêche des sentiments louables de parvenir à la critique radicale et de là à l'action réelle de transformation sociale. Pour démasquer cette fonction chez les ex-« nouveaux philosophes », il y a lieu de cerner l'idée « nouvelle » qui leur revient en propre.

La plus centrale, celle sur laquelle reposent leurs discours affirme brutalement « le goulag est dans Marx » ou encore « le discours idéologique de l'État totalitaire vient de Marx ». La pensée de Marx, démiurge, est toute puissante. Elle est à l'origine comme Dieu ou plutôt comme le diable. Penser c'est à la fois dominer et substituer le diable au bon dieu. Cet acharnement contre Marx devenu bouc émissaire est symptomatique de la « nouvelle philosophie ». La dénégation démagogique de Marx par les « nouveaux philosophes » est en effet aussi douteuse que son appropriation par les mêmes lorsqu'ils étaient de simples idéologues étatistes de gauche ou par les « communistes » qu'ils soient nouveaux, anciens, euros ou pré et post-staliniens à la façon de ce vieux philosophe Althusser.

Le marxisme et l'anti-marxisme ont toujours signifié la mort de Marx. Qu'il n'y ait pas lieu de le fétichiser dans les méandres de ses choix politiques, de ses querelles avec Bakounine, de ses opinions ou de sa vie privée ne fait aucun doute. Le problème n'est pas là. Il est que la scolastique marxiste, qu'elle soit socialiste réformiste ou marxiste — léniniste ainsi que les anti-marxistes enlèvent à Marx son apport essentiel et inaliénable. Je veux parler de sa méthode d'analyse critique des sociétés de classe qui stipule, entre autres, que la société capitaliste est avant tout une société de salariat. Que le salariat est un processus institutionnel qui conditionne le capitalisme même si le capital constitué stimule à son tour ce processus. Cela signifie que la violence, la coercition est toujours première dans l'instauration du salariat au sein des sociétés féodales en déclin. Cela signifie aussi que toutes les sociétés de salariat sont capitalistes qu'elles soient étatistes ou libérales. Un des sujets de réflexion du moment pourrait être celui-ci : à partir de quels types de luttes, à partir de quels processus sociaux les travailleurs peuvent-ils en finir avec l'économie de marché des produits qui est inséparable de celle des hommes salariés ?

Censurer cet apport de Marx revient précisément à brouiller les cartes et à empêcher la pleine compréhension du présent de l'Est et de l'Ouest. Dans le rôle du commissaire à la censure, Glucksmann s'est proposé d'office. Il a prétendu fonder son discours des « Maîtres penseurs » sur une évocation lointaine des textes de Marx alors que Bernard-Henri Lévy a lancé des assertions aussi gratuites qu'invérifiables. Le premier s'est donc livré à des manipulation, le second à des fantasmes : même s'ils disent la même chose, c'est en soi plus honnête. Sans doute Glucksmann s'est-il cru obligé du fait qu'il s'était autrefois commis dans le genre suc-

culent du commentaire maoïste « marxiste-léniniste ».

Révélateur parfait de la parenté entre les vieilles philosophies marxiste-léninistes et les ex-« nouvelles philosophies » ou encore entre l'univers idéologique de la bourgeoisie communiste et celui de l'ancien monde bourgeois, il mérite d'être traité d'une façon pour ainsi dire privilégiée !

II LES ENFANTS DU BOLCHÉVISME CONTRE L'ABOLITION DU SALARIAT

Qu'ils rejettent Marx ou qu'ils s'en réclament, « nouveaux philosophes » et communistes, « euro », centristes ou vieux léninistes, ont pour ressemblance (1) de le censurer. Ils évitent qu'on aborde de trop près les théories de leur père spirituel d'hier ou d'aujourd'hui, Lénine, dont l'opposition à Marx et Engels est pourtant flagrante. Ils entretiennent la « croyance » d'une filiation du « marxisme », sous-entendu léniniste, c'est-à-dire du botchévisme, et par là des partis communistes qui en dérivent, aux deux auteurs du «manifeste » et de « L'Idéologie allemande ». Idolâtres devenus d'un coup prudents ou iconolastes des républiques « populaires » — Goulag oblige — ils mystifient toujours ! Ils continuent d'appeler « socialistes » des sociétés de capitalisme d'État-URSS et Chine — dont l'expérience prouve qu'elles ont été, pour l'époque passée, le meilleur moyen d'intégration des masses rurales des empires — dans le régime du salariat et de son exploitation par le capitalisme international. Les grandes firmes occidentales ne trouvent-elles pas là-bas, aujourd'hui, le meilleurmarché du travail qui soit, assorti de dictatures politiques « stables » ?

En 1917, Lénine a théorisé ce qui sera toujours la dontrine actuelle des partis communistes (*), en hvouant non sans fierté naïve, n'avoir pas trouvé une ligne de tout cela chez Marx. A savoir que « *le socialisme n'est pas autre chose que le monopole capitaliste d'État mis au srvice du peuple entier* » (dans « La catastrophe imminente ») ou encore que « *tous les citoyens (s'y) transforment en employés salariés de l'État* » (dans L'État et la révolution »). Auparhvant, dans « Que Faire ? », il avait décrété que les luttes spontanées des travailleurs n'étaient jamais grosses de « conscience socialiste » ou de transformation révolutionnaire.

Bornée au salaire — et au besoin, on les y bornera, comme à Grenelle — il leur fallait un « Parti Révolutionnaire » dépositaire d'une science venue d'ailleurs. Entendez un Parti qui imposera le capitalisme d'État aux travailleurs par la collusion dirigeante d'intellectuels et de bureaucrates permanents fuyant à leur façon la morosité du travail pour l'attrait du pouvoir. On connaît la suite. Le nouveau salariat d'État à fort à voir avec le fascisme. Il aggrave les conditions de serv lité, d'exploitation et d'oppression. Il ajout l'embrigadement, martelant une religion totalitaire du « socialisme d'État » : « Travaillez pour l'État, c'est le socialisme ! Bientôt, toujours bientôt, la consommat on (à l'occidentale) sera égale ! ». Les nouveaux profiteurs, vivant de l'agencement du travail des autres, oublient de dire que l'égalité réelle ne peut survenir que de l'égalité de la répartition des travaux au sein d'une société non-marchande ! Pourront-ils encore longtemps écraser les oppositions ouvrières ? Occulter l'analyse des réalités ? Une fois au pouvoir, un capitalisme d'État ne s'occupe que de lui-même, ne parle plus de « révolution mondiale », recherche la « bonne articulation » avec le capitalisme international et devient rival de ses homologues (*). Le cycle bolchéviq e qui mène de la prise violente du pouvoir au nationalisme et à l'électoralisme international suscite donc sans cesse des déceptions, des sectes, des « traîtres », des « renégats » des rêves de retour au putsch léniniste des origines, ou tout simplement des ralliements brusques aux charmes des sociétés occidentales. Panoplies trotskystes et maoïstes ou apprentissages des « réalités » européennes, Glucksmann et Ellenstein font partie des toutes dernières tragédies.

CE SOCIALISME EXTORQUEUR D'ARGENT

Engels qualifiait déjà tout cela de « *prétendu socialisme* », de « *réaction féodale* » ... « *prétexte à extorquer de l'argent* » ... « *aux prolétaires transformés en stipendiés de l'État* ». « *Le navire* » disait-il, « *c'est la révolution socialiste, et le fêtu de paille, le protectionnisme et le socialisme d'État* » ... « *organisez également une armée de travailleurs aux côtés de l'armée disciplinée de soldats et de fonctionnaires, remplacez les inspecteurs de fabrique par des fonctionnaires hiérarchisés de l'État* et appelez cela socialisme, c'est vraiment très beau ! Mais c'est à quoi *on en arrive si l'on croit ce que disent les bourgeois — qui au reste n'y croient pas eux-mêmes, mais ne font que semblant — à savoir que État- socialisme* » (2).

Pour Marx et Engels, le socialisme, c'est l'abolition du salariat et de l'État et non pas la défense d'« un salaire équitable » octroyé par un État « démocratique » (*). « *Sans salariat, point de capital, point de bourgeoisie, point de société bourgeoise* » (3) diront-ils, impliquant par là « où il y a salariat, il y a capital, il y a bourgeoisie. *Le moyen de la rupture anti-salariale ? C'est « l'union révolutionnaire par l'association »* (4) : au-delà de leurs apparences de luttes « pour le salaire » ou « pour l'emploi », totalement illusoires quant à leurs résultats à terme, les luttes des travailleurs n'ont d'importance que si elles font apparaître des rapports nouveaux, « réels », d'association entre ceux qui luttent. Des rapports de non-concurrence, de solidarité, d'insoumission au travail salarié. Bref une amorce de recomposition collective de l'existence et de communauté humaine, antagoniste à l'État, au salariat et à ses institutions d'éclatement de la vie civile (famille, usine, école, armée, culture etc...). C'est là leur seule réalité révolutionnaire. Ces principes d'analyse (5), Marx les dégage du mouvement chartiste, résolument anti-salarial. Ce qui lui revient en propre, c'est de transférer ce savoir subversif au cœur même de la prétendue science économique du capital pour la démystifier en démontrant que le salaire ne rétribue pas le travail mais cache uniquement le temps de travail non-payé : extorqué d'une façon plus subtile que par l'esclavage ou le servage. Et cela tout au long des diverses phases d'accumulation ou de circulation du capital.

ELLENSTEIN ÉGALE GLUCKSMANN

Il n'en a pas fallu plus pour que les partisans du capitalisme d'État transforment « Le Capital » dont le sous-titre s'intitule « Critique de l'économie politique » en guide de gestion du capitalisme et censurent le lien entre cette œuvre et les autres textes de Marx. C'est ce que fait Ellenstein : « *Le marxisme ... pendant plus d'un siècle en est resté,* dit-il, ... *à la pensée économique (!) de Marx et on n'a pas suffisamment développé l'étude du rôle autonome des superstructures* » (6). Vieille logique lénino-stalinienne : comme les « superstructures » restent oppressives dans ce qu'il appelle sans humour « le mode de production socialiste » en URSS, c'est qu'elles sont autonomes ! Mieux vaut donc ne pas y toucher : « *la révolution* dira-t-il, *ne peut être que démocratique, légale, pacifique et graduelle* » (6). Recette Ellenstein : vous avez habillé Marx en « économiste », rayé ses appels à la destruction des institutions, il vous reste à invoquer Gramsci pour remplir le vide théorique ainsi créé. Cela fait sérieux sans être dangereux. Côté État, Marx avait pourtant affirmé que les travailleurs devaient le renverser pour réaliser leur personnalité (dans « l'Idéologie allemande »). Il avait aussi salué la Commune pour avoir donné la forme de ce renversement avec un pouvoir communaliste, autonome et fédéré : « *La Commune fut une révolution contre l'État lui-même, cet avorton surnaturel de la société* » ... « *Elle a aboli ces deux grandes sources de dépenses : l'armée et le fonctionnarisme d'État* (7). Tout cela n'a jamais empêché Glucksmann, de son côté, en 1977, d'accuser Marx « *de remplacer le capitaliste par un fonctionnaire* » (8) là où celui-ci évoque la suppression de l'argent et l'instauration provisoire de bons de travail, et de le suspecter d'étatisme « bon gré, mal gré ». Mais il est vrai que le même Glucksmann écrivait en 1972 : « *Parti, Front uni, Armée rouge. Les « trois armes magiques » du prolétariat (Mao) que le rascisme par tous les moyens veut lui ravir : le sort dépend de leur juste usage* » (9). Ce « partisan » récent de « l'armée (rouge) et du fonctionnarisme d'État » ne manque donc pas d'aplomb ! (*) La parenté évidente entre le fascisme et le capitalisme d'État qu'il s'obstine à appeler

---

* Althusser l'ignore encore aujourd'hui ! Il se plaint de la théorie économique de son Parti sans même suspecter son véritable auteur qu'il admire tant. Aveuglément proprement religieux devant l'icône Lénine !

* CHINE, VIETNAM, CAMBODGE, LAOS... ce n'est vraiment pas le même combat !

Marx :
« Au lieu du mot d'ordre conservateur » un salaire équitable pour une journée de travail équitable (les travailleurs) doivent inscrire sur leur drapeau, le mot d'ordre révolutionnaire « abolition du salariat » (salaires, prix et profits).

* La méthode glucksmanienne ? Tout d'abord des allusions fantaisistes. Exemple : Marx réfute-t-il les bons de travail de Proudhon et de Gray ? On laissera entendre qu'il était jaloux de ne pas l'avoir lui-même proposé. Un caractériel, quoi ! Un peu plus loin on donne pourtant un peu de la vraie raison : Marx les acceptait pour une société socialiste, mais on oublie de préciser à titre transitoire, et parallèlement à la division inégale du travail, de l'argent et du salariat. Puis on redonne dans l'allusion fantaisiste :
« *Marx fait ici dans l'idylle. Qu'a-t-on gagné à remplacer le capitaliste par un fonctionnaire ?* » Bref la suppression de l'argent, qu'on n'a vu s'esquisser qu'une seule fois dans les collectivités agraires de la révolution espagnole, devient pour Glucksmann le signe évident, le seul, que Marx est bien le père

« socialisme » ? En 1972, il écrivait ; c'est vrai qu'un côté plébéien des actions des maoïstes existait dans celles des fascistes : ce côté plébéien que précisément la 3e Internationale n'a pas su garder et que les UDR n'ont jamais eu ... sauf dégénérescence de leur part, les maoïstes seront longtemps qualifiés de « fascistes de gauche » (9). Miracle de la conversion : le dernier propagandiste déclaré du fascisme de gauche se met à dresser un doigt accusateur avec un air de premier ! Son Annonciateur Soljénitsyne vient à point qui lui apprend qu'un camp est un camp » sauf ceux de chez Franco, chez qui il voyait « la liberté » !

ANCIENS PHILOSOPHES AU CHÔMAGE

Que s'est-il passé entre 1972 et 1977 ? Simplement la « dégénérescence » du maoïsme. Les militants abusés lèvent le vent de la critique (*). Faute d'une plèbe suiviste, l'idéologue est au chômage. Le chromo chinois ne paie plus. L'« ancien philosophe » retrouve donc un emploi en exhibant sa défroque à peine enlevée. Le « nouveau » sait de quoi il parle ! Comment, quatre ans après le souffle libertaire de 1968, a-t-on pu produire une telle mystification idéologique « fasciste de gauche ... sauf dégénérescence » ? Il est clair que c'est le refus personnel de Glucksmann de se poser cette question qui motive aujourd'hui sa « création » d'une nouvelle mystification en accusant Marc ainsi : *« sous couleur de savoir, les maîtres-penseurs ont agencé l'appareil mental indispensable au lancement des grandes solutions finales du XXe siècle »* (10). Pas moins ! Si pour Ellenstein, l'origine de l'État du goulag relève du « Mystère », pour Glucksmann, il relève de l'« Idée » — malsaine — de Marx. Bref, l'État devient une pure émanation idéologique. Tous deux tombent en fait sous le couperet d'Engels : *« Dans la conception des philosophes,* disait-il, *l'État est la « réalisation » « de l'Idée » ou le règne de Dieu sur terre traduit en langage philosophique »* (11).

Glucksmann change de religion et trouve Clavel qui prétendra que c'est la foi. S'il renie « sa » révolution modèle Lénine modifié Longue Marche, il annonce à grands bruits que « La » révolution, ça n'existe pas. Au-delà des trajectoires, Glucksmann et Ellenstein, c'est vraiment le même combat. La même fuite devant l'analyse des complicités entre le capitalisme privé ou d'État et les idéologues et autre intelligentsia soucieux de maintenir la division du travail propre au salariat privé ou d'État. Leurs discours sur « le marxisme » comptent sur le manque d'attention du lecteur et l'effet du silence — vieux terrorisme — sur les auteurs (12) qui hormis les anarchistes se sont réclamés de Marx pour dénoncer, du vivant de Lénine, la supercherie du capitalisme d'État et sa réalité : l'écrasement des soviets révolutionnaires. La méthode Glucksmanienne elle-même qui combine des propos fantaisistes sur Marx et le leitmotiv « penser, c'est dominer » a de quoi inquiéter. En assimilant la connaissance conceptuelle, liée à des mouvements sociaux de rupture, au pouvoir de l'État, Glucksmann la ramène en fait à la fonction d'idéologue dont il s'avère un « spécialiste » en passant d'un « ordre » à un autre. De l'obscurantisme fasciste de gauche de 1972, serait-on passé à celui de droite en 1977 ? Les faiblesses de Marx ne sont d'ailleurs pas là où il les cherche. On peut lui reprocher d'avoir fui devant les difficultés du mouvement associationniste — ce que voulut être l'Association Internationale des Travailleurs — et par compensation d'avoir penché vers la forme « parti de masse ». Ce qui favorisait la social-démocratie dont il était cependant très critique et excluait les anarchistes pourtant plus proches. Ce qui redonnait prise aux divisions institutionnelles du salariat, entre syndicats, partis et vie quotidienne. La réflexion sur la permanence d'un mouvement social porteur de l'abolition du salariat et de l'État est à développer car le passé des mouvements conseillistes ou libertaires prouve son inachèvement. Mais elle est dépendante des pratiques d'une autonomie ouvrière naissante, notamment en Espagne où le débat traverse l'importante CNT.

... Proletario discutiamo direttamente con il proletario

En France, l'intégration du syndicalisme et l'incompatibilité du projet de capitalisme d'État — style PC — et du capitalisme de marché assorti du hochet de l'« autogestion », style PS, entre eux mais aussi avec un changement radical qui ne peut être que l'abolition du salariat, si elles désorientent, les travailleurs peuvent aussi les éclairer. L'idée fait son chemin qu'il n'y a pas de transition possible au sein du système. Entre la condition de salarié et la libre association des producteurs, il y a rupture (13).

III LA NOUVELLE PHILOSOPHIE C'EST FINI ! LA VIEILLE RECOMMENCE !

Une campagne électorale aura donc suffi pour briser la nouvelle philosophie à ses écueils. L'un a voté blanc au premier tour, (et au second ?), l'autre a voté à gauche, l'autre s'est présenté à droite (J.-M. BENOIST). Sous les feux du pouvoir, la « N.P. » a tremblé.

Le règne de Clavel n'aura duré que le temps d'un magazine littéraire dans lequel de savantes chronologies « prouvaient » que tous les chemins de la pensée menaient à la nouvelle philosophie !

Espérant sans doute une victoire de la gauche, Jean-Paul Dollé tentait d'émerger la tête hors de l'eau (dans le Monde de 5-6 Mars 1978) : *« Il y a toujours un Jean-Marie Benoist, porte-parole exténué de la « pensée » de droite pour faire croire que Giscard d'Estaing est un chef d'État à la vue large, défenseur des libertés, alors qu'il en est réduit* (! ! !) *à être le défenseur des multinationales. Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann sont-ils réduits, eux, à n'être que les comparses et les faire-valoir de ce jeune homme instruit, cache-sexe de la sénilité de la droite ? »*

Plaidoyers, cris de naufrage, le capitaine B.-H. Lévy a beau jeu de décréter « la nouvelle philosophie c'est fini ». Au-delà de la dénégation de Marx, lorsqu'on recueille le véritable « apport » de ces auteurs qui prétendent réinventer la philosophie, on ne découvre qu'une anthologie de vieilles fripes ! Lévy de ce point de vue est un auteur « génial ». Avant d'innover, il prend la ligne de départ tracée par Glucksmann : *« Et quand on lit sérieusement Marx on y trouve un magnifique exemple de philosophie de la servitude et d'idéal de l'État »* (« Lire », Mai 78). « Sérieusement » ! On a vu ce qu'il en était ! Ne nous étonnons donc pas que B.-H. Lévy réinvente en quelque sorte les mêmes perles que Glucksmann. Si l'Idée est à l'origine de toute chose et si L'État est la réalisation de l'Idée, il est lui-même à l'origine de toute chose ! Voilà la grande philosophie annoncée bruyamment. Voici quelques extraits de la nouvelle Genèse :

« le pouvoir ne s'approprie pas le monde, il l'engendre continuellement dans l'ensemble de sa dimension. Il n'exproprie pas les hommes de leurs demeures, il les assigne à résidence, creuse et fortifie les niches où à la lettre ils prennent racine. » (La barbarie à visage humain, p. 57).

« L'individu n'existe pas, il est toujours la doublure de l'État. » (p. 79).

« Il y a peut-être, il y a sûrement, dans le fait même des sociétés, quelque chose qui les voue à la servitude et au malheur.
Il y a peut-être, il y a sans doute quelque chose dans le pur fait de se rassembler qui rend le maître nécessaire, que dis-je inévitable. Et c'est cette chose-là, cette troublante et terrifiante énigme, qu'une philosophie pessimiste se doit aujourd'hui d'interroger. » (p. 35).

« Il n'y a pas de désir rebelle ou corrosif, qui ne soit simple version de la pure volonté du Maître » (p. 52).

ON RECONTRE TOUJOURS RIEN À LA TÉLÉVISION

Ce sottisier idéaliste et obscurantiste, sinon ignare, nous ramène fort loin en arrière !

« Enfin, si j'ai de l'indulgence à l'égard du mysticisme, c'est qu'à l'époque où nous vivons la conception religieuse du monde est l'une des alternatives pour casser le jeu infernal de la conception politique du monde. Le recours au sacré peut devenir dans certains cas, à l'égal du discours esthétique et du duscours éthique, un moyen de rompre » révèle l'ex-« nouveau » philosoph« Bernard Henri Lévy, (dans « Lire »).

Cela coulait de source ! En effet, si « l'homme résiste » alors que, comme Lévy nous l'avait dit, *« il est la proie des maîtres »*, c'est donc nousdit-ilque *« quelque chose en l'homme ... excède cette dimension du réel »*. Et de quoi s'agit-il ? Mais de la « trancendance » pardi ! Dieu existe. Lévy la rencontré. Clavel avait vu juste ! Effectivement si l'homme résiste alors qu'on l'a décrété uniquement objet façonné du pouvoir, ce ne peut-être que Dieu qui l'incite à se libérer. Jeunesses, prosternez-vous, les vieux philosophes arrivent !

Théorie de l'État, théorie de l'individu : pauvres baudruches de nos trissotins soudain promus par la grâce de la télévision et des journaux de mode ou de lecture, à répandre leurs « pensées » profondes. La place manque pour leur opposer des approches théoriques qui puissent se confronter à l'épreuve de la réalité pour en comprendre les processus. J'ai montré ailleurs (1) que la méthode d'analyse critique de la société salariale est la matrice indispensable qui permet de saisir les rapports entre le développement du salariat, de l'État et des individus. Matrice qui ne saurait rejeter a priori les apports de la psychanalyse, ou d'auteurs comme Bruno Bettelheim. L'individu n'est pas façonné unilatéralement par l'État.

Il est très exactement un individu contradictoire. Il intériorise l'autorité étatique et la condition marchande de concurrence. Mais la socialisation, même dans le cadre aliénant de la coopérative capitaliste du travail, au sein d'un intense brassage social, stimule et frustre sans cesse la réalisation de son être social. C'est par une lutte où s'amorce la recomposition collective de l'existence, et par là une reprise en mains du pouvoir social extorqué que se développent des plaisirs de type nouveaux. Des plaisirs qui n'inclinent pas les individus à la régression et/ou à la consommation régressive mais à une véritable dynamique anti-institutionnelle et subversive. La sujétion à l'oppression ou l'investissement

---

de l'État des fonctionnaires ! Belle démonstration du récent adepte des « trois armes magiques du prolétariat » ! Mais qu'importe, le final de la méthode glucksmanienne qui voudrait conclure est sans rapports avec ces allusions qui voudraient prouver : « Axiome : les maîtres-penseurs ne passent le pouvoir qu'aux maîtres... parce que du « capital » ou du « socialisme », le pouvoir demeure d'abstraire et parce qu'abstraire, concevoir, c'est « dominer »... Après la fantaisie vient le dogme : « il pense, DONC il domine » ! A répéter cent fois et le tour est joué !

* Comme en témoigne cette « Tentative de bilan du Comité de Lutte Rebault » de Baruch Zorobabel où les théories de Glucksmann sur le « nouveau fascisme » et les « nouveaux partisans » dont figure d'accusées et d'une certaine façon de responsables dans la rétrospection de l'enchaînement des idées et des faits qui ont conduit à la mort de Pierre Overney. (*Edit. I.C.O.*)

dans l'oppression même feutrée des autres, ou encore la résistance à l'oppression, façonnent en fait le développement des individus qui ne sont pas isolables des processus sociaux. Cette thèse permet de comprendre que la production des individus soit différenciée selon les moments, les classes, les rôles sociaux et institutionnels... Elle permet par exemple de comprendre des faits réels tels que les tailles différentes des individus selon les classes sociales, les fécondités différentes, ou les répartitions différenciées des maladies. Ou encore le rapport entre le surmoi de la psychanalyse et l'État. Et l'immense sentiment d'inaccessibilité du sens communautaire qui affecte nos sociétés... (1).

Il est certain que la société de salariat est moins transparente pour les salariés que la société de servage ou d'esclavage pour les esclaves et les serfs. Elle favorise les explosions brusques, sporadiques, pulsionnelles et le reste du temps beaucoup d'auto-aveuglement. On se résigne souvent à son sort. La conjonction des institutions, la structure affective des individus, modelée par la famille, les besoins de sécurité affective dominent fréquemment sur les tendances à l'autonomie. Infantilisation des individus sous la coupe de l'État, de la concurrence et de la marchandise, les sujets ne manquent pas pour dérouler les sources de mystification intérieure. Mais il est certain que dans l'atmosphère de résignation générale et de flou idéologique régressif, les « nouveaux philosophes », oh ! pardon les « ex », les vieux philosophes, ont leur part. A l'absolu militant et totalitaire, ne viennent-ils pas de substituer l'absolu religieux ?

(1) Cf. Claude Berger « Marx, l'Association l'Anti-Lénine » Payot

(1) Outre celles relevées par Claude Roy (« Le Monde du 25-11-77).
(2) Engels. Lettre à Bernstein du 12-3-1881.
(3) » Le manifeste ».
(4) « Le manifeste » et « Misère de la Philosophie ».
(5) Cf. Cl. Berger « Sur la méthode de Marx », Congrès des Jeunes Philosophes, Oviédo 1975, publié dans la revue « Spartacus », n° 5 et suivants.
(6) « Le Monde » des 22 et 23-11-77.
(7) Textes sur « La guerre civile en France ».
(8) « Les maîtres-penseurs », Grasset, p. 253.
(9) « Les Temps Modernes », n° hors série, 1972.
(10) « Les maîtres-penseurs », p. 310.
(11) Introduction à « La guerre Civile en France ».
(12) R. Luxembourg, Mattick, Korsch, Rühle, Pannekoek, Dergé...
(13) Ce que semble oublier J.-H. Brunn dans « Le Monde » du 27/28-11-77.

La marche des indiens sur Washington

La conquête des Amériques a été pour les peuples indiens une suite des déportations, d'exterminations, d'ethnocides systématiques et l'est toujours dans la réalité quotidienne.

En Amérique du Nord : La constitution des réserves indiennes était considérée comme la dernière étape avant la solution finale : l'assimilation totale des Indiens survivants.

L'administration Carter veut définitivement régler le problème indien. Une série de projets de loi, présentée par les sénateurs Cuningham et Meeds, sous prétexte de rendre l'égalité des droits aux Indiens, prévoit la suppression des Indiens en tant que nation et de leurs réserves car s'y trouvent 60% des ressources minières des Etats-Unis (et 90% de l'uranium !!!).

En amérique Centrale et Sud : la spécificité des peuples indiens est d'être très nombreux et même majoritaires au Pérou et en Equateur (50%), en Bolivie et au Guatemala (60%).

Les Indiens conservent leur identité culturelle au prix de massacres et de discriminations. Par exemple, la constitution du 1er parlement indien au Paraguay a été l'objet d'une répression sauvage, et un massacre dans la vallée de Cochabamba en Bolivie en janvier 1974 a fait de nombreux morts.

Dans les pays où ils représentent presque 100% des ouvriers et paysans, ils donnent aux luttes sociales leur contenu national et culturel. En Colombie et au Paraguay, la justice ne punit pas le meurtre d'un Indien. Au Brésil, l'extermination des Indiens est planifiée au plus haut niveau (safaris, envois de nourriture empoisonnée ou contaminée, permission durant la construction de la route trans-amazonienne de tuer tous les Indiens se présentant etc...).

Dans tout le continent américain, les Indiens prennent conscience de leur potentiel politique et de la valeur de leur combat.

Aux Etats-Unis, après l'occupation d'Alcataz, de Wounded Knee, des Bureaux des Affaires Indiennes (B.I.A.), ils ont commencé en février 1978 la « Marche la plus longue » de Californie à Washington (5000 kms, itinéraire inverse de celui de la colonisation), pour protester contre les projets Cunningham et Meeds (qui seront débattus à Washington vers le 17 juillet 1978, date à laquelle les Indiens seront présents).

En Amérique Centrale et du Sud, malgré la répression les luttes Indiennes se développent.

Ces Indiens, qui furent autrefois peuples et nations hautement structurés et qui vivaient aimablement avec la nature, sont aujourd'hui des étrangers dans leur pays et ont, non seulement cessé d'être maîtres de leur destinée, mais sont contraints et menacés de devoir collaborer à l'élaboration d'une civilisation qu'ils récusent.

Dans les trois Amériques, il existe un racisme anti-indien, une politique d'extermination physique et de meurtre culturel. Face à cette situation, les Indiens prennent la parole, s'affirment en tant que tels d'abord, et passent ensuite à l'action.

Sur tout le continent américain, les Indiens ont rompu les barrières de l'isolement et unissent leurs luttes comme, en témoigne la conférence de Genève en septembre 1977. Mais les problèmes auxquels sont confronté les Indiens des USA et ceux d'Amérique Centrale et du Sud sont différents. Car ils sont opprimés par des systèmes différents. On reviendra plus tard sur sur ce sujet.

Durant la semaine du 30 mai au 6 juin 1978, un groupe d'Indiens des Amériques sont venus en France et l'ont parcourue, les autres arrivaient d'Allemagne.

Ils se sont tous retrouvés à Paris, où ils ont donné des conférences (à Jussieu, Université Paris VII) (au MRAP). Maintenant ils sont repartis, continuant leur tour d'Europe, en Allemagne, en Hollande, en Suisse... Et ils repasseront par Paris dans quelque temps. Ils voyagent en stop, ou à pied, ou bien on arrive à trouver des fonds pour les aider.

Mais il reste continuellement en France des Indiens réfugiés politiquement ou réfugiés Indiens, et qui ont créé un comité de soutien et qui ont organisé cette suite de conférences. Ce comité se nomme l'Américan Indian Movement (AIM). On peut le joindre toute l'année (et plus précisement pendant l'année universitaire) à l'UER d'éthnologie, Faculté de Jussieu, tour 45/55, 5e *étage, tous les jeudis à 17heures.*

JOËLLE

COLLEGIAMENTI

— Le numéro 3-4 de *Collegamenti, per l'organizzazione diretta di classe* (Gianni Carozza, C.P. 1362 — 50100 Firenze). A noter en particulier :

- Réfléxions sur pouvoir en restructuration (à Milan en particulier).
- Un cas concret de gestion de la crise, L'UNIDAL.
- Le mouvement des chômeurs à Naples et des non-garantis à Cagliari face à la restructuration.
- La crise du travail salarié en Grande-Bretagne.
- Notes sur l'expérience de lutte armée en Italie.
- Taylor en Russie.

— *Lavoro Liberato*, organe du comité de lutte SIP de Milan supplément du précédent.

— *Filo Rosso Proletario* (M. Cruciani — CP 323 06100 Perugia) des collectifs autonomes de la Ombrie.

SUR L'AUTRE ALLEMAGNE

A propos de la RAF il a été beaucoup question de l'ambiance d'intégration sociale dans l'Allemagne moderne. Peu à peu des informations permettent de découvrir, au delà de cette vision trop simpliste et trop peu critique, des expériences de luttes et d'actions collectives qui nous donnent une image différente de la société allemande.

Nous faisons ici rérérence en particulier à deux textes récemment parus :

— « Deux grandes grèves bouleversent le climat social en Allemagne, progrès technologiques et menaces sur l'emploi.» *Le Monde Diplomatique, mai 78.*

— « Le mouvement des Comités de Citoyens en Allemagne d'Ouest », de Alfred Marquant, *Interrogations.*

Compte tenu du fait que ce dernier texte a été publié dans sa version anglaise nous reproduisons ci-dessous le résumé français publié par *Interrogations.*

Ce texte, traduit de l'allemand, présente le mouvement des « comités de citoyens » « Bürgerinitiativen) *en Allemagne fédérale. Plusieurs milliers de groupes existent pour s'opposer à la construction d'une autoroute ou d'une centrale nucléaire, créer des crèches ou des écoles alternatives, lutter contre la destruction de quartiers d'habitation, défendre l'environnement, etc. Ils sont nés depuis une dizaines d'années, après le courant d'opposition extra-parlementaire » mais non comme une conséquence directe de ce dernier : en effet, ces comités ne sont pas composés en majeure partie d'étudiants ou de militants gauchistes, ce sont les gens concernés* (les citoyens) *qui se mettent à se défendre contre ce qui menace directement leur vie quotidienne. Sous le gouvernement de coalition (chrétiens-démocrates de la CDU/CSU et social-démocrates de la SDP) au pouvoir depuis 1966, des lois d'urgence ont été passées qui ont soulevé un large mouvement de résistance populaire. Après 1969, c'est une coalition social-démocrate/libérale (FDP) qui gouverne, mais sa prétention à ramener plus de démocratie dans la vie du pays a échoué. De plus en plus, les citoyens apprennent à agir sans l'Etat, à mettre les gouvernements locaux devant des situations de fait. Témoin la campagne contre la criminalisation de l'avortement qui a suivi dans le mouvement des femmes. Depuis 1973, c'est la question de l'énergie qui est au premier plan des préoccupations. L'article s'ouvre sur une longue citation d'un participant à une manifestation pacifique contre la construction de la centrale de Brokdorf, qui raconte les sévices subis par les manifestants et les passants, la brutalité policière et la radicalisation progressive des participants à de telles actions. Si tous les membres des comités de citoyens ne souhaitent pas un changement total de la société, ils sont de plus en plus en rupture avec le système présent ; plus ils subissent la violence de l'Etat, plus ils sont prêts à s'y opposer. Leurs moyens d'action : l'information la plus large parmi les gens concernés, la résistance active lorsqu'ils parviennent aux limites de la légalité.*

L'auteur cite les prises de position des principaux partis et syndicats, rarement favorables aux comités de citoyens, essayant parfois de les « récupérer ». Il montre en conclusion que ce mouvement met en question les valeurs fondamentales de l'Etat allemand (raison pour laquelle les anarchistes en sont partie prenante), l'idée même de « progrès », et comment il apparaît que les gens ont pris en mains leur propre histoire.

NOUVELLES CONDITIONS D'ABONNEMENT

POUR 100 F,

200 F D'EDITIONS NOUVELLES

L'augmentation des frais d'édition et des tarifs postaux nous oblige à élever nos prix d'abonnement et à les porter à :

50 F pour 6 mois — étranger 55 F...
100 F pour 1 an — étranger 110 F...

Par contre nous portons de 160 F à 200 F et de 80 F à 100 F, le montant des éditions nouvelles auxquelles l'abonnement vous donnera droit.

Les abonnements en cours seront honorés aux anciennes conditions.

(Les abonnés nouveaux peuvent bénéficier d'une remise de 30 % sur toutes les commandes de titres anciens et nouveaux et de l'envoi franco de port.)

Les volumes ci-dessous (romans-essais-poésie) n'étant pas au catalogue peuvent toujours être commandés et bénéficient de la remise de 30 % franco.

B. Cg. DUITS - André Breton a-t-il dit passe ..... F 12,00
C Cesare ZAVATTINI - Lettre de Cuba - Hypocrite 43 ..... F 13,00
E O.LINS - La rétable de Ste Joana Carolina ..... F 15,00
F V. PINERA - Contes froids ..... F 15,00
G Paul RITCHIE - Le protagoniste ..... F 15,00
H François SONKIN - Les Gendres ..... F 15,00
J Neel DOFF - Une fourmi ouvrière (Edition originale) ..... F 15,00

NOM ET ADRESSE : .....
.....

Souscrit un abonnement :
— 6 mois à 50 F — étranger à 55 F
— un an à 100 F — étranger à 110 F
Indiquez le n° de départ de l'abonnement

Réglé
— par chèque bancaire à l'ordre de J. Lefeuvre
— par CCP 633-75 PARIS à l'ordre de J. Lefeuvre
— par mandat postal à l'ordre de J. Lefeuvre

De l'étranger les frais bancaires sont onéreux. Réglez par mandat ou CCP ou ajoutez le montant des frais : 16 F

DERNIERS CAHIERS SPARTACUS

Série A

51 *La grève généralisée en France Mai-Juin 68. 6 F*

Série B

83 *André et Dori Prudhommeaux*
La révolution de Spartacus 1918-1919. La commune de Berlin (réédition), 128 p., 14,50 F

84 *Marx*
Textes philosophiques de jeunesse, 13,50 F

85 *Camille Berneri*
Guerre de classes en Espagne et diverses études (préface de Franck Mintz), 96 p., 11.50 F

87 *Ida Mett*
La Commune de Cronstadt, 96 p., 12 F

88 *Root and Branch*
Le nouveau mouvement ouvrier américain, 168 p., 20 F

91 *Souvarine - Papaivannou*
Lénine ou l'utopie du pouvoir
Staline : pourquoi et comment, 5.80 F.

92 *Ciliga*
Lénine et la Révolution, 5.50 F

93 *J.M. Raynaud et Ambauves*
Les anarchistes et l'éducation, 16.50 F

95 *Bordiga*
Russie et Révolution dans la théorie marxiste 17,00 F

PROCHAINS CAHIERS SPARTACUS

Rudolph Rocker
Les anarchistes et l'organisation - La lutte pour le pain

Camatte
Le sixième chapitre inédit du *Capital*

Mercier-Vega et Victor Griffuelles
Le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme

Distribué par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne
Diffusé par la Libraire Alternatives, 36, rue des Bourdonnais, Paris 1er
Dépôt, Librairie des Deux Mondes, 10, rue Gay-Lussac, Paris 5e

Imprimerie Quotidienne 94120 Fontenay-sous-Bois

Juillet Août 1978 — SPARTACUS CAHIERS MENSUELS — Série B 36 n° 10

Directeur
René Lefeuvre
Tél. 272.37.50

5, rue Ste-Croix
de-la-Bretonnerie
Paris IVe

RESTENT DISPONIBLES : SERIES A - B - C

SERIE A

1. Jean JAURES - L'Eglise et la laïcité ..... F 4,00
3. Charles ALLIGIER - Socialisme et bolchevisme ..... F 5,00
4. Rosa LUXEMBOURG - La révolution russe ..... F 5,00
5. R. LEFEUVRE - La politique communiste (Lignes et Tournants) ..... F 4,00
8. JAURES et LAFARGUE - Idéalisme et matérialisme ..... F 4,00
18. TOMORI-BALASZ - Qui succèdera au capitalisme ? ..... F 4,00
24. Jean JAURES - Le manifeste communiste de Marx et Engels ..... F 4,00
36. RIAZANOV, ENGELS, LUXEMBOURG - La confession de K. Marx ..... F 4,00
44. J. ZERZAN - Un conflit décisif aux U.S.A. ..... F 4,00
47. SERGE, MALAQUAIS, BLUM, DOMMANGET, LENINE ..... F 6,00
48. OUVRIERS AMERICAINS - Grève sauvage, Dodge Truck ..... F 5,00
49. C. BRENDEL - Lutte de classe en Angleterre (1945-77) ..... F 12,00
50. PIC - Les racines d'Octobre 1917 ..... F 10,00
51. I.C.O. Mai, juin 68, la grève généralisée en France ..... F 6,00

SERIE B

13. Jules GUESDE - Collectivisme et Révolution ..... F 12,00
16. JAURES - Commentaire, controverse et discours ..... F 12,00
18. JAURES et GUESDE - Les deux méthodes - Le socialisme ..... F 12,00
24. Ida METT - Le paysan russe dans la Révolution ..... F 8,00
25. Denis HEALEY - Les socialistes derrière le rideau de fer ..... F 8,00
29. DOMMANGET - Babeuf et la conjur. tion des égaux ..... F 10,00
31. TROTSKY - Rapport de la délégation sibérienne ..... F 12,00
34. PANNEKOEK, KORSCH - Lénine philosophe (marxiste ?) ..... F 14,00
36. MARX, ENGELS - Textes sur l'organisation ..... F 13,50
37. J. JACQUES - Luttes sociales et grèves sous l'ancien régime ..... F 12,00
40. SOUVARINE - Un pot-pourri de Krouchtchev (ses souvenirs) ..... F 5,00
42. MARX, ENGELS - Programmes socialistes : Erfurt, Gotha, Le Havre ..... F 7,00
43. BARRUE - Bakounine et Netchaiev. Le catéchisme du révolutionnaire ..... F 8,00
44. ROUSSEL - Les enfants du prophète (Histoire du Trotskisme) ..... F 12,00
45. RUBAK - La classe ouvrière en expansion permanente ..... F 14,00
46. MAC DONALD - Le marxisme en question (Vers l'anarchisme) ..... F 13,50
48. Ch. REEVE - La Chine de Mao tigre de papier. Capitalisme d'Etat ..... F 15,00
49. R. LUXEMBOURG - Réforme ou Révolution, Marxisme et dictature ..... F 14,00
50. SERGE - Le nouvel impérialisme russe - La Commune de Varsovie ..... F 11,50
51. Victor SERGE - 16 fusillés : Zinoviev, Kamenev, Smirnov ..... F 13,00
53. ROCKER - Les Soviets trahis par les bolcheviks ..... F 14,00
54. Max STIRNER - De l'éducation - En lisant l'Unique - La vie de Stirner ..... F 12,00
55. DOMMANGET - LUXEMBOURG - 1848-1905, étapes de la Révolution ..... F 15,00
56. R. LUXEMBOURG - Marxisme ctre. dictature : questions d'organisation ..... F 6,00
57. CORALE - Capitalisme, syndicalisme, même combat libertaire ..... F 13,00
58. CAMATTE - Bordiga et la passion du Communisme ..... F 20,00
59. J. PERDU - La révolte des Canuts, les insur. lyonnaises 1831-1934 ..... F 11,50
60. I.C.O. - Capitalisme et lutte de classe en Pologne (1970-1971) ..... F 25,00
61. COLLECTIF SPARTACUS - Portugal, l'autre combat pour la Révolution ..... F 22,00
62. G. MUNIS - Parti-Etat, Stalinisme, Révolution (au-delà du trotskysme) ..... F 13,50
63. O. RUHLE - P. MATTICK - Fascisme brun, fascisme rouge ..... F 12,00
64. REVUE N°1 - Portugal - Russie - Luxembourg : question nationale ..... F 5,00
65. OLLIVIER-LANDAU - Espagne, les fossoyeurs de la Révol. sociale ..... F 14,00
66. REVUE N°2 - Espagne - Protugal - Marxisme - Mao - Evol. du capitalisme ..... F 5,00
67. LEVAL - La pensée constructive de Bakounine ..... F 25,00
68. REEVE - Portugal, la conception putschiste de la révolution ..... F 5,00
69. J. BARRUE - L'Anarchisme aujourd'hui. Et un inédit de Bakounine ..... F 11,00
70. DOMMANGET - 1973, Les Enragés. Les Curés Rouges. Roux et Dolivier ..... F 15,00
71. REVUE N°3 - P. Mattick : Capital monopoliste d'Etat, lettres de Rosa ..... F 5,00
72. A. CROIX - Jaurès et ses détracteurs. Envie et calomnie. L'assassinat ..... F 30,00
73. ANDERSON - Hongrie 1956. Révolution, Conseils ouvriers, répression ..... F 17,00
74. REVUE N°4 - La dictat. du Prolétariat. Fract. ouvr. dans la 1ère Internat ..... F 5,00
75. Claude BERGER - Pour l'abolition du salariat, l'associationnisme ..... F 6,00
76. Paul LAFARGUE - Le droit à la paresse. C.R. : Le refus du travail ..... F 7,00
77. SABATIER - Brest-Litovsk, 1918, stop à la Révolution ..... F 11,00
78. K. KAUTSKY - Les 3 sources du marxisme - La contestation ..... F 6,50
79. REVUE N°5 - Solidarité internat. ouvrière - Portugal, Réforme Agraire ..... F 5,00
80. COLLECTIF SPARTACUS - Rosa Luxembourg et sa doctrine ..... F 22,00
81. REVUE N°6 - J. Prévert (inédit) Camatte-Bricianer-Cuba-Cambodge ..... F 5,00
83. PRUDHOMMEAUX Spartacus, la commune de Berlin 1918-1919 ..... F 14,50
84. MARX - Textes philosophiques de jeunesse ..... F 13,50
85. BERNERI - Guerre de classe en Espagne - 1936-37 ..... F 11,50
86. REVUE N°7 - Program. Commun, Eurocom. La méthode de Marx ..... F 6,00
87. Ida METT - La Commune de Cronstadt. Crépuscule sanglant des soviets ..... F 12,00
88. ROOT & BRANCH - Le nouveau mouvement ouvrier américain ..... F 20,00
89. REVUE N°8 - Bricianer, Pannekoek, Plékanov, la concept. mat. de l'Hist ..... F 6,00
90. COLLECTIF - L'autonomie, le mouv. autonome en Italie et en France ..... F 5,00
91. SOUVARINE PAPAIOANNOU - Lénine, Staline et le pouvoir ..... F 5,80
92. Anton CILIGA - Lénine et la Révolution ..... F 5,50
93. RAYNAUD et AMBAUVES - L'Education libertaire ..... F 16,50
94. Revue n°9 - Dossier Italie - Conjonct. mondiale, CNT, syndicalisme et autonomie ..... F 4,00
95. Bordiga - Russie et Révolution dans la théorie marxiste ..... F 17,00

SERIE C

4. L. KAUTSKY - R. LUXEMBOURG - GUILLERM - Le luxembourgisme ..... F 13,00
5. LUXEMBOURG - SCHWARZ - L'expér. belge. Lénine et les syndicats ..... F 14,00
6. MARX-ENGELS-LUXEMBOURG - Critique des programmes. Critique révolutionnaire. Erfurt, Gotha. La rév. russe. Lettres de prison ..... F 14,00
7. Rosa LUXEMBOURG - Lettre et tracts de Spartacus (guerre, Révolution) ..... F 20,00
8. DOMMANGET - Sylvain Maréchal, auteur du manifeste des Egaux (1793) ..... F 40,00
12. Marcel CERF - Edouard Moreau, Communard ..... F 20,00
14. John BERGER - Réussite et échec de Picasso (112 reproductions) ..... F 22,00
15. ZAVATTINI - Cinéparoles. Journal de Cinéma et de Vie ..... F 21,00
16. Fred J. COOK - F.B.I. la chasse aux sorcières ..... F 30,00
18. J. BERGER - Art et révolution, l'artiste en U.R.S.S. ..... F 16,00
19. Sophie BIBROWSKA - Une mise à mort d'Aragon ..... F 18,00
20. CERF - Henry Bauer. Communard et Mousquetaire de la plume ..... F 20,00
21. E. Fisher - Le marxisme et l'Art (recherche de la réalité) ..... F 30,00